

FONDATION JEAN MONNET POUR L'EUROPE

MJM 32 : Interview de Jean et Silvia Monnet par Georges Suffert : Fonds Jean Monnet : documents audiovisuels

Transcription intégrale

MiniDisc 1

Bande 30 B1, début de la bande 30 B2.

Track 1, 0'18" : Question de Georges Suffert (Q) : Vous êtes un homme bien mystérieux en réalité. Ça vous fait rire ?

Track 1, 0'21" : Réponse de Jean Monnet (JM) : Oui, ça me fait rire, parce qu'il n'y a aucun mystère en ce qui me concerne.

Track 1, 0'23" : Q : Mais si, il y a un mystère. Prenez les gens de la télévision qui vont vous voir, et bien ils ne vous connaissent pas. Jean Monnet, c'est un nom, en France, ce n'est pas un visage, ou à peine. Il y a longtemps que vous vous occupez de... de tout ?

Track 1, 0'39" : JM : Non, je ne m'occupe pas de tout. Si je réussis à faire quelque chose, c'est justement parce que je ne m'occupe pas de tout. Je m'occupe d'une chose, et vos gens de la télévision connaissent tout de même le Plan. Ils connaissent l'histoire européenne. Par conséquent, qu'ils se posent des questions en ce qui me concerne me surprend.

Track 1, 0'58" : Q : Et bien ils aiment bien savoir qui fait quoi.

Track 1, 1'02" : JM : Qu'est ce qu'ils veulent savoir ?

Track 1, 1'03" : Q : Ils veulent savoir qui vous êtes.

Track 1, 1'05" : JM : Comment voulez-vous que je vous le dise autrement que par ce que je fais ?

Track 1, 1'10" : Q : Ecoutez, on va commencer par des choses très simples. Vous entrez dans l'Histoire, mettons...

Track 1, 1'15" : JM : Je n'aime pas ce mot !

Track 1, 1'17" : Q : Alors mettons la petite histoire.

Track 1, 1'19" : JM : Même pas petite. Je fais ce que je crois bien de faire, c'est tout.

Track 2, 0'00" : Q : On va prendre un événement, bien intéressant, à une époque où personne ne vous connaît, ou très peu de gens. Je crois que ça se passe à Londres, si je me souviens bien. Vous avez été nommé à Londres pendant la guerre, pendant la drôle de guerre, entre 1939 et 1940, par les deux gouvernements je crois.

Track 2, 0'19" : JM : Oui...Oui.

Track 2, 0'20" : Q : Et vous vous occupiez de quoi à l'époque ?

Track 2, 0'22" : JM : D'abord, il faut comprendre pourquoi j'ai été nommé...par les deux gouvernements, en 1939. C'est parce que déjà en 1914, pendant la guerre de 14-18, j'avais contribué à la mise en place des organisations alliées d'approvisionnement, créé tout le mécanisme de répartition des approvisionnements, et de la mise en commun des ressources. Ayant fait ça dans la guerre de 14-18, lorsque la guerre de 39 a été...s'est déclarée, j'ai dit au gouvernement français « Il faut faire la même chose ».

Track 2, 1'06" : Q : Vous aviez quel âge en 14-18 ?

Track 2, 1'08" : JM : Ah, je ne sais pas...vingt cinq ans...trente ans peut être.

Track 2, 1'11" : Q : A vingt cinq ans on vous a demandé de vous occuper des approvisionnements ?

Track 2, 1'17" : JM : On ne m'a jamais rien demandé : c'est toujours moi qui me suis occupé des choses.

Track 2, 1'20" : Q : Et comment avez vous fait ? à vingt cinq ans ce n'est pas commun...

Track 2, 1'23" : JM : Parce que je n'ai jamais rien cherché pour moi-même, voyez-vous. Par exemple, on parlait de ce qui s'est passé dans l'affaire... dans la guerre de 1939...

Track 2, 1'33" : Q : Non, prenons celle de 1914.

Track 2, 1'34" : JM : Bon.

Track 2, 1'35" : Q : Vous avez vingt cinq ans et vous me dites : « Je me suis occupé des approvisionnements. ».

Track 2, 1'38" : JM : Oui, je me suis occupé des approvisionnements.

Track 2, 1'40" : Q : Mais vous n'aviez pas de titre, vous n'étiez pas Inspecteur des Finances ?

Track 2, 1'42" : JM : Non non, mais, à mon avis, les titres sont encombrants. Mais enfin, ça c'est autre chose. Non, en 1914, j'avais..., je suis né en 1888, j'avais donc vingt six ans, vingt huit ans. J'avais été réformé et j'étais en Angleterre, je partais pour l'Amérique pour les affaires de ma famille quand les choses ont semblé mal tourner. Je suis revenu à Cognac. Je vois encore la mobilisation décrétée à Poitiers. Quand je suis arrivé à Cognac, j'ai dit à mon père « Je viens de Londres. J'ai vu...je ne doute pas que les Anglais rentreront dans la guerre. Mais je suis surpris de voir que les préparatifs anglais et français sont distincts. Il semble qu'il y ait deux guerres. » C'était surprenant. Je m'arrête là une seconde. Je viens de me tromper quant aux dates. Ce que j'ai dit là, je l'ai dit après que le gouvernement français s'était retiré à Bordeaux.

Track 2, 3'05" : Q : C'est à dire au moment de la première demi débâcle ?

Track 2, 3'07" : JM : C'est à dire au commencement... au moment de la première débâcle, comme vous dites, demi débâcle. Et alors...

Track 2, 3'15" : Q : Qu'est ce qu'a répondu votre père quand vous lui avez dit cela ?

Track 2, 3'17" : JM : Il a dit que j'étais fou.

Track 2, 3'18" : Q : Il a dit que vous étiez fou ?

Track 2, 3'20" : JM : Oui, que, certainement, les gouvernements avaient dû penser à tout cela, c'est à dire l'action commune de la France et de l'Angleterre était normale, c'était simple puisque la guerre était...était une guerre. Alors, comment pouvait-on imaginer que les gouvernements n'aient pas pensé à ça d'abord ? Alors, il ne me croyait pas. Finalement, j'ai été à Bordeaux avec...

Track 2, 3'44" : Q : Attendez, vous allez trop vite. Votre père vous dit « Ils ont dû y penser ».

Track 2, 3'46" : JM : Oui.

Track 2, 3'48" : Q : Quelle est votre réaction ?

Track 2, 3'49" : JM : Je n'en sais rien, mais ce que je vois c'est que les Anglais mènent leur guerre à leur manière et les Français aussi. Je vois qu'il n'y a pas d'action commune.

Track 2, 4'03" : Q : Et vous n'avez pas été convaincu par votre père ?

Track 2, 4'05" : JM : Non, pas du tout.

Track 2, 4'06" : Q : Vous avez tout de suite pensé que les gouvernements pouvaient avoir oublié quelque chose comme ça ?

Track 2, 4'09" : JM : J'étais convaincu qu'il fallait qu'il y ait une action commune et que ce je voyais m'indiquait le contraire. J'ai donc été à Bordeaux. J'ai vu Monsieur Viviani.

Track 2, 4'17" : Q : Mais comment avez-vous pu faire pour voir Monsieur Viviani ?

Track 2, 4'20" : JM : J'avais un vieil ami à Cognac, qui, lui, écoutait ce que je disais. Alors, il avait...il était avocat et il connaissait Viviani depuis longtemps. J'ai été avec lui. J'ai expliqué cette idée très simple à Monsieur Viviani, c'était au moment de la bataille de la Marne.

Track 2, 4'42" : Q : Mais Viviani avait autre chose à faire à ce moment là...

Track 2, 4'44" : JM : Oui, mais ce monsieur avec lequel j'étais, était un ami. Et puis, vous savez, dans les moments difficiles, pour ne parler que de ceux là, les idées simples sont rares, et par conséquent, l'idée très simple d'organiser une action commune de la France et de l'Angleterre était nouvelle, car le gouvernement français avait ses responsabilités, le gouvernement anglais avait les siennes, chacun faisait ses affaires. Ils étaient associés, mais l'idée d'une action commune était tout à fait étrangère. Quand j'ai expliqué ça à Monsieur Viviani, non pas au point de vue militaire, où j'étais incompetent, mais au point de vue des approvisionnements, il m'a semblé que les achats, les approvisionnements devaient être faits en commun.

Track 2, 5'35" : Q : Qu'est ce qu'il était, Viviani, à l'époque ?

Track 2, 5'38" : JM : Président du Conseil. Il était président du Conseil, et je me souviens, quand j'ai été le voir à son bureau à Bordeaux, il venait de perdre ses deux fils à la bataille de la Marne. C'était un homme très courageux. Il m'a dit « Mais il faut que vous expliquiez cela à Monsieur Millerand ». Millerand était ministre de la Guerre. Nous avons été ensemble expliquer à Millerand, qui a fait venir le Contrôleur Général Mauclair, et ils m'ont demandé de partir à Londres avec lui et d'essayer de mettre sur pied cette organisation d'achats en commun. Ce qui fut fait, c'est à dire que les achats destinés à la France et destinés à ...

Track 2, 6'24" : Q : Mais quel titre aviez vous, pour les Anglais ? le gouvernement anglais est en guerre. Il voit arriver un petit jeune homme, excusez-moi, de vingt six ans.

Track 2, 6'32" : JM : Oui.

Track 2, 6'33" : Q : Qui a un bout de papier...

Track 2, 6'35" : JM : Non non, j'étais avec Mauclair...j'étais avec Mauclair.

Track 2, 6'37" : Q : Vous étiez avec Mauclair.

Track 2, 6'39" : JM : Oui, j'étais avec Mauclair, mais vous minimisez l'importance...l'influence d'une idée. Les gens ont leurs fonctions, mais l'idée de changer la forme de leur activité c'est...c'est nouveau, c'est rare.

Track 2, 6'56" : Q : Mais en général, ils n'aiment pas changer.

Track 2, 6'59" : JM : Ils n'aiment pas changer, mais quand je leur ai expliqué que le gouvernement français...c'était le cas, puisque Monsieur Millerand était d'accord, était disposé à organiser en commun les achats nécessaires aux approvisionnements militaires et civils, ça leur a aussi semblé une idée nouvelle. Ça a entraîné beaucoup de difficultés, il a fallu beaucoup de temps pour mettre sur pied toute cette...tout ce mécanisme d'achats en commun, mais ça s'est fait. Mais alors, dans l'intervalle, ce qu'il y avait de fondamental dans cette idée, c'est à dire la mise en commun des ressources, a été développé, prouvé par le développement même de la guerre. On ne se souvient plus aujourd'hui, mais, en 1915, 16, à mesure qu'on avançait, 17, au point de vue militaire, rien ne se décollait, vous vous souvenez très bien, et d'autre part, les Allemands poursuivaient leur guerre sous-marine et les approvisionnements français, anglais, enfin des alliés en général, étaient rendus très difficiles. Nous avons vu, en France, ceux qui ont vécu à cette époque s'en souviennent très bien, c'est entré dans l'Histoire, les tickets de pain, les tickets de viande, les réductions de consommation, les grandes difficultés politiques intérieures qu'entraînait le ...enfin le fait que...il n'y avait pas assez d'approvisionnement pour tout le monde ; les difficultés d'approvisionner l'armée. Et l'Angleterre, c'était la même chose. A cette époque, une grande partie de la flotte française et de la flotte anglaise était utilisée à des transports commerciaux. Tandis qu'en même temps qu'on mobilisait les hommes, en même temps qu'il fallait rationner la population, on utilisait les moyens de transport, une partie des moyens de transport, à des choses non nécessaires à la guerre. Sous la pression de la nécessité, et puis aidé aussi par ce que les uns et les autres et moi-même ont pu expliquer, on a réquisitionné la flotte britannique et on a réquisitionné la flotte française. Et les Français et les Anglais se sont mis d'accord pour que les ressources... les approvisionnements...je m'arrête.

Track 2, 9'45" : Q : est-ce que vous pouvez terminer votre phrase, est ce que...

Track 2, 9'48" : JM : Oui, c'est trop long, toutes ces histoires.

Track 2, 9'49" : Q : Non non, ne vous inquiétez pas. Ça ne fait rien.

Track 2, 10'00" : JM : Enfin, les Français et les Anglais se sont mis d'accord pour que leurs ressources soient communes. Ils n'avaient pas le choix.

Track 2, 10'10" : Q : On dit...la légende dit que vous avez, à l'époque, ...que vous envoyiez des notes à Clemenceau, au gouvernement français en leur donnant...en donnant votre avis, et que ça ne leur plaisait pas.

Track 2, 10'23" : JM : Ah non. C'est à dire qu'à cette époque où il y avait de grandes difficultés d'approvisionnement, on ne s'en rend pas compte aujourd'hui, mais de même qu'en ce moment ci, les difficultés journalières du gouvernement sont des difficultés économiques, de même pendant cette guerre, la difficulté journalière du gouvernement était d'approvisionner les Français. Bon. Je vous ai dit que j'avais été à Londres, envoyé par le gouvernement français. Je m'étais tout naturellement occupé de la suite de ces...de cette question des approvisionnements. Et quand, quand nous en étions arrivés, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, au point où il n'y avait plus assez de bateaux et assez de ...assez de bateaux, car le bateau était l'élément qui...c'était le dénominateur commun du déficit. Il s'agissait de répartir ce déficit, en réalité. Il s'agissait de répartir la flotte française et la flotte anglaise. Elles ont été réquisitionnées, comme je vous l'ai dit. Et ensuite, il fallait les répartir entre les différents

pays selon leurs besoins. Pressés par cette nécessité, par les difficultés intérieures que je viens de vous indiquer, alors nous avons monté une organisation pour la répartition de cette mise en commun des ressources. C'est là qu'il y a eu des...exécutifs...du blé, de différents approvisionnements. Chaque pays pressé par la guerre, avait délégué un représentant à ces exécutifs dont j'étais, et chaque pays justifiait aux autres ses besoins d'approvisionnement. Et puis, en fonction de ces besoins d'approvisionnement, on répartissait ce qui était le dénominateur commun du déficit, c'est à dire les bateaux. On ne répartissait pas les bateaux, on approvisionnait les pays grâce à la ...à l'utilisation commune de ces ressources et de la flotte française et de la flotte anglaise.

Track 2, 12'48" : Q : Je vous coupe, Monsieur, mais pendant cette même époque, pour autant que l'on se souvienne, la bataille de commandement entre la France et l'Angleterre était une bataille formidable. Alors, vous arriviez sur un autre plan à une coordination.

Track 2, 13'04" : JM : Pas à une coordination, à une action commune.

Track 2, 13'06" : Q : Vous n'avez pas eu de difficultés avec le gouvernement français ?

Track 2, 13'09" : JM : J'ai eu des difficultés à la fin. C'est à dire...

Track 2, 13'12" : Q : Expliquez ça. C'est important, les difficultés, parce que, quand on vous écoute, on a l'impression que tout s'arrange toujours.

Track 2, 13'17" : JM : Ça s'arrange si on s'en occupe.

Track 2, 13'21" : Q : Bon, il semble qu'un jour, Clemenceau aie dit « Qu'est ce que c'est que ce Monsieur Monnet ? ».

Track 2, 13'24" : JM : Oui, parce que tout ce que je viens de vous dire ne s'est pas fait sans de très grandes difficultés : la mise en commun des ressources, la répartition, tout cela a été très difficile. Mais enfin, elles se faisaient. Mais les ministres français, et entre autres, un ministre français, Louis Loucheur, disait « Mais la raison de ce déficit, c'est que les gens qui sont à Londres... », qui était le centre économique de la guerre à l'époque, n'est ce pas, « ...et en particulier Monsieur Monnet est parfaitement incompetent. Par conséquent, il faut le faire revenir. Il n'a pas été au front. ». Je suis revenu, appelé par Clemenceau, qui, alors, m'a demandé de revenir à Paris. Je me souviens très bien. Il était alors dans le bureau de la rue Saint Dominique, au ministère de la Guerre. Attendez une seconde (sonnerie de téléphone).

Track 2, 14'11" : Q : Vous n'avez pas eu peur quand vous avez vu Clemenceau pour la première fois ?

Track 2, 14'31" : JM : Non. Peur de quoi ?

Track 2, 14'36" : Q : Bien...il n'était pas content contre vous, et c'était un homme tout puissant à l'époque.

Track 2, 14'40" : JM : Oui. Clemenceau m'a reçu très froidement, très glacialement, et il m'a dit, je m'en souviens très bien « Il est temps que vous alliez au front. ». Et il m'a dit « Avant que vous partiez, expliquez moi ce que vous faites à Londres ». Je lui ai expliqué ce que je viens de vous dire, c'est à dire que le travail que je faisais avait abouti à une répartition des ressources entre les différents pays alliés, selon leurs besoins. Je suis parti. Quelques temps après, il m'a demandé de revenir. Il m'a tendu un papier. Je regrette de ne pas l'avoir, ce papier, aujourd'hui, mais dans la deuxième guerre, mes archives ont été brûlées à Cognac par ma famille. C'était au cours de l'occupation allemande ; quand on a su que j'étais du Comité d'Alger, ils ont eu peur, ils ont brûlé ces archives, dont ce papier. Mais ce papier était très intéressant pour moi, à l'époque, puisqu'il disait (c'était en 1917, ou 1918...17), il me disait que j'avais ordre de retourner à Londres et de recommencer mon travail. Et il avait...Clemenceau était cruel, vous savez, et il avait voulu faire signer ce papier par tous les ministres qui avaient déclaré que c'était moi qui était responsable en partie de la pénurie qui existait en France, dont Monsieur Loucheur. Et je suis retourné à Londres.

Track 3, 0'00" : Q : Donc ça, c'est au fond votre première bataille. C'est la première fois que vous commencez à être connu par les Anglais, par les Français, dans la classe politique, comme on dit. Si vous voulez, nous allons sauter à la deuxième période, à la deuxième fois. Vous vous retrouvez à Londres, en 39-40, avec au fond un poste équivalent.

Track 3, 0'19" : JM : Non, entre temps j'ai été à la Société Des Nations.

Track 3, 0'26" : Q : Et cela vous avait un peu écœuré...

Track 3, 0'31" : JM : Non, rien ne m'écœure, pourquoi voulez-vous que cela m'écœure ?

Track 3, 0'37" : Q : Enfin vous avez eu l'impression que cela ne servait pas à grand chose...

Track 3, 0'40" : JM : Pas à cette époque. A cette époque je croyais que la bonne volonté suffisait entre les pays pour s'entendre. J'ai découvert, avec l'expérience, que ce n'est pas vrai. Il faut des règles et des institutions, à mon avis, maintenant. Pour en revenir à ce que vous dites, après la guerre, Monsieur Clemenceau, Monsieur Wilson, les Anglais m'ont nommé Secrétaire Général Adjoint à la Société Des Nations. La Société Des Nations à cette époque, était composée d'un Conseil, comme aujourd'hui le Conseil des ministres, et d'un secrétariat. Ce secrétariat était composé de différentes nationalités et avait charge de préparer les affaires ; le Conseil avait charge de les décider. Nous étions tous très enthousiastes. Quand je dis tous, une grande partie des gens qui sont venus à la Société Des Nations en 1918, n'est ce pas, avait été à Londres : Comert, Mantoux, et moi-même. Nous étions convaincus que la Société Des Nations permettrait d'éviter la guerre à nouveau. Par conséquent, ce n'était pas une chose inexistante. Nous croyions à la possibilité des gouvernements de s'entendre. Nous croyions que, être aussi proches de cette guerre, continuait à influencer. Nous étions en 1918, ne l'oubliez pas. Etant si proches de la guerre, nous étions encore influencés par...tout ce qui s'y était passé et nous croyions que l'avenir pourrait être assuré par une action commune et une coordination, si vous voulez, d'action des gouvernements, croyant à leur raison et à leur modération. La Société Des Nations a prouvé le contraire.

Track 3, 3'12" : Q : Quand vous avez vu que les Américains ne ratifiaient pas le Traité de Versailles, vous n'avez pas commencé à être inquiet ?

Track 3, 3'23" : JM : Je ne suis pas sûr que nous nous rendions bien compte. Certainement, cela a secoué le sentiment que nous pouvions avoir sur les chances de succès que nous avions, enfin, que la Société Des Nations avait. Et n'oubliez pas qu'à cette époque, la France était victorieuse, et forte. Forte dans l'esprit des gens...

Track 3, 3'52" : Q : En apparence...

Track 3, 3'53" : JM : Enfin, vous savez, la force, les gens la voient, l'imaginent, et elle ne se prouve que dans l'action. Par conséquent, comme il n'y avait pas d'action de guerre, la France avait été forte du fait de ce qu'elle avait fait pendant la guerre, des pertes immenses qu'elle avait subies. L'Angleterre était forte. Vous aviez là deux...l'Amérique, dont l'appoint a été essentiel dans le succès final, mais tout de même...

Track 4, 0'17" : Q : Vous dites qu'on ne se rendait pas compte que l'Amérique était un pays déjà très important, mais qu'on le ressentait plutôt comme une nation secondaire...

Track 4, 0'22" : JM : Ah non, je n'ai jamais considéré l'Amérique comme une nation secondaire. Les Français et les Anglais savaient très bien que sans l'aide de l'Amérique en 1918, la victoire aurait été très incertaine. Non, ce n'est pas ça. Ils se voyaient eux-mêmes...la France, comme je vous le disais avait été victorieuse, les Anglais avaient été victorieux, les deux puissances actives dans le monde à ce moment là étaient la France et l'Angleterre. Par conséquent, le fait que l'Amérique n'ait pas ratifié le [?], c'est à dire l'accord des alliés dans la Société Des Nations, a déçu mais n'a pas fait une impression profonde, je vous le répète, parce que la France et l'Angleterre sortaient victorieuses et étaient convaincues de leur puissance, et de leur influence dans le monde.

Track 4, 1'28" : Q : Qu'est ce qui vous a donné l'impression, vous, que la Société Des Nations serait impuissante ? à quel moment ?

Track 4, 1'40" : JM : Laissez moi vous dire d'abord que je suis parti de la Société Des Nations pour des raisons essentiellement personnelles. C'était en 23. Je suis rentré à la Société Des Nations quand elle a été créée, c'est à dire en 1918, 19. Je suis retourné à Cognac, parce que les affaires de ma famille ne marchaient pas bien, et j'ai dû m'en occuper. Mais, pendant que je suis resté à la Société Des Nations, Je me suis rendu compte que les accords auxquels on aboutissait, les problèmes,... pour résoudre les problèmes étaient toujours, toujours entachés d'accords qui n'avaient rien à voir, entre les pays, et qui n'avaient rien à voir avec le problème en discussion. C'est à dire que les questions extérieures aux problèmes en discussion jouaient un rôle majeur. Toutes sortes de considération jouaient un rôle majeur, naturellement. C'est ainsi que l'amitié qui existait, à ce moment là, entre Léon Bourgeois qui représentait la France, et Lord Balfour qui représentait l'Angleterre, a joué un rôle capital dans le règlement de la Haute Silésie. Je m'étais donc convaincu que le système qui consistait à ce que les...chaque pays conserve sa pleine souveraineté, c'est à dire puisse dire oui ou dire non sans justifier son action pouvait aller jusqu'à un certain point. Mais ce système était très fragile. Chaque pays reconnaît la force de son voisin, c'est un système dans lequel le plus puissant, seul, a les avantages. Voyez le aujourd'hui, n'est ce pas. Non. Par conséquent, il fallait autre chose que le système de...de marchandage entre les pays. La question en discussion disparaissait souvent pour faire place à des avantages que des pays se concédaient mutuellement. De telle sorte que l'on arrivait à ce que la question en discussion ne tienne plus un rôle très grand dans la discussion qui se poursuivait entre les membres de la Société Des Nations.

En outre, je suis donc parti, et l'avenir a montré que la Société Des Nations n'a pas pu régler ces problèmes. L'Allemagne en a fait partie, puis elle s'est retirée, la Russie en faisait partie, elle s'est retirée, il n'y avait aucune obligation, et sans obligation, à un certain moment les choses ne marchent pas. Vous n'avez qu'à voir dans l'intérieur de nos pays.

Track 5, 0'00" : Q : Je voudrais vous poser une question un peu différente. En 1929, il y a eu la grande crise américaine, qui a déferlé, quand même, sur l'ensemble du monde capitaliste. En 1917, il y avait eu la révolution russe. Quand on écoute et lit les intellectuels de l'époque, au fond, quelles que soient leurs opinions, tous ont été ébranlés par ce qui s'est passé soit en 1917 en Russie, soit en 1929 en Amérique, et beaucoup de gens se sont demandés si le système capitaliste, etc....pouvait demeurer, ou s'il entraînait dans une crise définitive. Vous, cette question là ne vous a jamais touché ni ébranlé ?

Track 5, 0'48" : JM : Là, vous soulevez une question...c'était en 29, vous dites.

Track 5, 0'51" : Q : 29, c'était en 32 en France. Ça a duré trois ans.

Track 5, 0'56" : JM : Oui, alors...j'ai vécu cette crise. Je l'ai vécue car j'étais en Amérique, dans les affaires, à cette époque.

Track 5, 1'09" : Q : Vous étiez en Amérique sous Hoover ?

Track 5, 1'11" : JM : Oui. Et j'étais, à cette époque, vice-président de la Bank of America, qui est devenue depuis, par suite de fusions diverses, la plus grande banque des Etats Unis. J'étais à San Francisco. La Banque d'Amérique avait son siège là. Et alors...vous parliez de la crise américaine. On pourrait conclure de ce que vous dites qu'on peut craindre encore une crise semblable. Ce n'est pas ça. La crise américaine de 29 est très simple, à mon avis, vue d'aujourd'hui. Les gens déposaient leur argent dans les banques. Il y avait deux sortes de dépôts : un dépôt commercial et un dépôt qu'on appelait de « saving ». Pour ces dépôts de « saving », l'intérêt était important, mais les gens ne pouvaient retirer leur argent qu'au bout d'un certain temps. Alors, quand le...la bourse a baissé à New York, et que la situation est devenue difficile, les gens retiraient leur argent. Or, pour retirer leur argent, comme à cette époque, en Amérique, il n'y avait pas de système qui permit d'escompter les prêts hypothécaires, les banques avaient placé l'argent qu'elles recevaient et pour lequel elles donnaient un intérêt important, elles le plaçaient en hypothèque, mais l'homme à qui l'on prête en hypothèque sur sa maison ne peut vous rembourser. Alors vous avez

eu l'ensemble de la machine de crédit américaine bloquée. Elle ne s'est débloquée...j'ai vécu ça de près puisque j'étais, je vous dis, à San Francisco, et que j'ai vu, de mes yeux, la Banque d'Amérique qui était à ce moment là, en très grande difficulté, pour cette raison qu'ils avaient prêté en hypothèque, qu'ils ne pouvaient pas mobiliser cet argent, et ils étaient, pour le rembourser, obligés de retirer l'argent des commerçants, qui eux, en avaient besoin. D'où crise.

Track 5, 3'51" : Q : Pour vous, ç'a été plutôt une crise de technique financière...

Track 5, 3'52" : JM : Il y a eu une crise générale, n'est ce pas. C'est à dire que probablement, le développement avait été trop grand et trop rapide. Mais il ne se serait pas développé en crise s'il n'y avait pas eu le mécanisme précis que je viens de vous indiquer maintenant. Mais alors, qu'est ce qui s'est passé ? c'est que...l'Amérique a fait, à ce moment là, pour cette raison, et d'ailleurs, pour escompter les valeurs hypothécaires qui étaient détenues par la Bank of America dont j'étais le vice président, je vous le répète, à San Francisco. J'ai donc vu sous mes yeux comment tout ce mécanisme fonctionnait. Alors le gouvernement américain a créé, à ce moment là, la Banque de reconstruction qui a permis d'escompter ces hypothèques et de faire des prêts. Et, en outre, le gouvernement américain a garanti les dépôts dans les banques. Et il n'y a plus eu crise. Alors, bien sûr, ça a pris du temps pour se remettre.

Track 5, 4'59" : Q : Mais...

Track 5, 5'01" : JM : C'est ce qui me fait vous dire que la situation n'est pas du tout analogue à la situation actuelle. Ça n'a rien de commun.

Track 5, 5'06" : Q : D'accord, mais, pendant toutes ces années, par exemple, l'Angleterre, si je me souviens bien, a eu une moyenne comme quelque chose 1 500 000 à 2 millions de chômeurs.

Track 5, 5'18" : JM : Oui, il y a eu...parce qu'il y a eu une baisse de consommation.

Track 5, 5'25" : Q : Et vous n'avez pas eu le sentiment que tout ça pouvait tourner en une crise bien plus grave ?

Track 5, 5'36" : JM : Je ne sais pas. Vous savez...conclure que d'une situation qu'on connaît, il va se déduire une situation qu'on imagine, je ne sais pas, moi, ce que ça veut dire. Je vous dis ce que j'ai vu, et je pense que si le gouvernement américain n'avait pas, à cette époque, arrêté le développement de cette spirale, alors là, nous aurions pu avoir une crise, mais savoir quelles en seraient les conséquences, qu'est ce qui se serait passé... on peut le dire, mais ce n'est peut être pas une réalité sage.

Track 5, 6'15" : Q : Non, mais je vous pose la question, à cette époque, si vous aviez été inquiet ou non.

Track 5, 6'18" : JM : Non. Bien sûr, on était préoccupé, mais inquiet, non. A cette époque, alors, je suis revenu en France.

Track 6, 0'00" : Q : Bon, maintenant, on va passer aux choses qui deviennent dramatiques, alors. Hitler est au pouvoir, et là, Hitler, vous avez compris que c'était la guerre assez vite.

Track 6, 0'11" : JM : Ah oui !

Track 6, 0'14" : Q : A quel moment est ce que vous avez eu le sentiment que, de nouveau, on entrait dans la guerre probable ?

Track 6, 0'22" : JM : Je vais vous raconter deux ...incidents, qui se sont produits, je ne me souviens plus exactement des dates, il faudrait que je revois ça, mais je le reverrai pour notre prochaine conversation...qui se sont produits chez un de mes amis. J'habitais New York à l'époque. Et qui se sont produits chez un de mes amis, associés, qui s'appelaient Murname. Vous savez qu'on a l'habitude là bas, comme ici maintenant, de s'en aller pour la fin de semaine. J'étais donc allé passer la fin de semaine chez mon ami Murname aux environs de New York. Et à cette...au breakfast, au petit déjeuner, n'est ce pas, il y avait également Bruning, qui était...qui avait été le Président du Conseil allemand, vous le savez, et Foster Dulles, qui était avocat et qui était un ami. Et je me souviens très bien qu'ayant ouvert le journal, le Times, là on y reproduisait les décrets que venait de prendre Hitler contre les juifs. Et j'ai dit tout

de suite à Foster Dulles et à Bruning « Un homme qui est capable de faire cela fera la guerre. ». Parce que c'était envisager les hommes sous une forme de discrimination totale. Par conséquent, il n'y a pas de limites à son action. Une autre fois, toujours dans le même milieu, toujours un dimanche, en ouvrant le Times, Bruning a vu qu'Hitler avait franchi la rive gauche. Il a dit « Il n'y a qu'une manière d'éviter la guerre, c'est d'attaquer l'Allemagne. L'armée française doit occuper. Si elle n'occupe pas, il y aura la guerre parce que l'armée allemande sera convaincue qu'Hitler a toujours raison. ». C'est ce qui s'est produit. Je vous raconte ces histoires je ne sais pas pourquoi d'ailleurs.

Track 6, 2'50" : Q : Non non, elles sont bien intéressantes. Alors, maintenant on en arrive, si vous voulez, à ce qui va être pour vous, le début de l'aventure européenne, si je puis dire. Et ça se passe dans un climat qui n'est pas drôle, sombre. Vous êtes à Londres, c'est après le 10 mai, les Allemands ont enfoncé le front français, ils sont passés à travers la Belgique et la Hollande. Et puis qu'est ce qui se passe ? ...qu'est ce qui se passe dans ces quelques jours où vous allez, je crois, connaître de Gaulle, agir sur Churchill, etc...il y a un point sur lequel personne ne sait très clairement ce qui s'est passé. Est-ce que vous pouvez raconter ?

Track 7, 0'37" : JM : Ecoutez, je vais vous dire deux choses : Je peux vous raconter ce qui s'est passé puisque j'étais acteur dans cette affaire et je peux vous dire aussi les raisons pour lesquelles ça s'est passé. Si vous voulez, je commencerai par les raisons pour lesquelles ça s'est passé. En 1939, à la fin de 1939, j'avais proposé à Monsieur Daladier que les approvisionnements français et anglais soient réunis comme ils l'avaient été dans la première guerre, et qu'une organisation commune d'achats soit constituée. Après beaucoup de difficultés, de discussions, ... des combats avec les uns et les autres, le gouvernement français et le gouvernement anglais, ensemble, m'avaient nommé président d'un Comité qui composait...qui comprenait tous les... toutes les missions françaises et également des Anglais, afin de constituer un comité qui s'appelait le Comité de coordination pour les approvisionnements de guerre des alliés...organisation que je présidais. Ensuite, au cours de ces mois de 1940, je m'étais persuadé, ... convaincu que la guerre ne pourrait pas finir, que nous ne pourrions pas gagner la guerre ou même nous défendre si notre force aérienne n'était pas plus grande. Elle était très petite. Les Français fabriquaient peu, les Anglais pas beaucoup, et surtout, personne ne savait quel était l'avenir. Alors, je me suis efforcé, à ce moment là, avec l'accord des gouvernements français et anglais, de rechercher, ...de faire rechercher par les Etats majors alliés quelles étaient la capacité française et la capacité anglaise de production d'aviation et de mettre cela en regard de la capacité d'aviation allemande. Mais croyez-moi si vous voulez : il a fallu quatre mois de travail et de difficultés pour réunir ces chiffres. Les Français ne savaient pas ce que les Anglais faisaient et les Anglais ne savaient pas ce que les Français faisaient.

Track 7, 3'14" : Q : Et ça en pleine guerre...

Track 7, 3'15" : JM : C'était au commencement de 40. Enfin, finalement, après beaucoup de difficultés, ...

Track 7, 3'22" : Q : La comparaison avec la production allemande était-elle mauvaise pour nous ?

Track 7, 3'26" : JM : Etait catastrophique.

Track 7, 3'27" : Q : Catastrophique ?

Track 7, 3'29" : JM : Ah oui, catastrophique. Alors, la France produisait peu et puis on était sous le coup des bombardements allemands. L'Angleterre avait une notion monétaire de la guerre, à cette époque. Je me souviens que Monsieur [?] disait « L'Angleterre ne doit pas dépenser plus de 150 millions de livres par an. ». C'est à dire que l'aspect réel de la guerre était oublié et l'aspect monétaire reprenait le dessus. Tout ça a disparu, naturellement, avec les difficultés, mais enfin, c'était le cas au commencement de 1940. Alors, à la vue des chiffres, que, finalement, nous avons pu obtenir, que les Etats majors d'air français et anglais ont réunis, à la vue de ces chiffres, le Conseil suprême, Daladier, Chamberlain, etc...qui étaient réunis à Paris au commencement de mars, a accepté la proposition que nous...que j'avais faite, c'est à dire de placer des commandes en Amérique, de moteurs, puisque ni la France ni l'Angleterre ne pouvaient les faire en quantités suffisantes. Alors, ces commandes...le Conseil a pris cette décision, et cette action commune s'est poursuivie. C'est ainsi qu'ont été envoyés à Washington, pour traiter ces questions, Monsieur Plevin, le Colonel Jacquin, ...

Le temps a passé, nous arrivons en mai 1940. Les moteurs étaient bien mis en fabrication en Amérique, mais ils n'avaient pas encore eu le temps d'arriver en Angleterre ou en France, n'est ce pas. Et alors, nous arrivions au moment de la défaite des armées françaises. Au cours de tous ces mois, comme je vous l'ai indiqué, j'étais convaincu, je m'étais efforcé d'amener une action commune entre le gouvernement français et le gouvernement anglais dans le domaine qui m'était propre, c'est à dire celui des approvisionnements civils et militaires. Mais j'estimais qu'à ce moment là il fallait aller plus loin, il fallait avoir le courage de proposer...au lieu d'une fusion partielle qui, je l'espérais, arriverait graduellement à une fusion totale, il fallait proposer la fusion totale tout de suite.

Track 7, 6'08" : Q : est-ce que vous vous souvenez à quel moment cette idée vous est venue pour la première fois ?

Track 7, 6'11" : JM : Elle a été...elle s'est développée graduellement, comme je viens de vous l'expliquer.

Track 7, 6'16" : Q : Mais l'idée de faire un gouvernement unique, franco-anglais, est une idée inouïe.

Track 7, 6'22" : JM : Non, elle n'est pas inouïe, elle est inouïe quand on a le temps de réfléchir. Elle n'est pas inouïe quand les nazis sont à votre porte. Il fallait... il fallait se sortir de la difficulté.

Track 7, 6'37" : Q : Donc, c'est la nécessité qui vous a guidé.

Track 7, 6'39" : JM : Toujours. Vous savez, l'action commune des hommes, elle répond toujours à une nécessité. Ça n'est pas de l'imagination, c'est de la nécessité. A ce moment là, il n'y avait aucun rapport entre le gouvernement français et le gouvernement anglais. Croyez-moi encore si vous voulez, mais c'était comme ça. Le Général Spears avait été en France. Je reçois un coup de téléphone de Jean Laurent, qui est mort maintenant, mais qui était le Directeur de Cabinet de...du Général de Gaulle. Et il me dit...

Track 8, 0'30" : Q : Vous connaissiez de Gaulle ?

Track 8, 0'32" : JM : Non, je ne l'avais jamais vu. Laurent était un ami d'autrefois.

[réglages]

Track 9, 0'14" : JM : Je ne sais plus où nous en sommes.

Track 9, 0'16" : Q : Vous en étiez au coup de téléphone de Monsieur Laurent, le Directeur de Cabinet de ...

Track 9, 0'18" : JM : Oui, alors je me répète parce que ...Laurent était le Directeur de Cabinet de de Gaulle. Je le connaissais bien, il était Directeur de la Banque d'Indochine. Il me dit au téléphone « de Gaulle veut aller à Londres, c'est nécessaire parce qu'il n'y a aucun rapport entre le gouvernement français et le gouvernement anglais. Il faut tout de même donner l'impression aux anglais qu'il y a une action, qu'il y a une force chez nous. De Gaulle peut le faire mieux que personne. Pouvez vous arranger une entrevue entre Churchill et de Gaulle ? ». Bien sûr. De Gaulle est arrivé. Je le vois...

Track 9, 1'02" : Q : Je m'excuse de vous interrompre, mais le gouvernement n'est plus à Paris à ce moment là ?

Track 9, 1'05" : JM : Si, si...le gouvernement est encore à Paris. Je vois encore de Gaulle arriver dans mon bureau. J'avais un bureau au Richmond Terrasse, et Pleven était là. J'ai vu tout de suite que Pleven et de Gaulle s'entendraient. Ils étaient grands tous les deux et il y avait une espèce d'attraction respective. De Gaulle nous a expliqué le désarroi qui existait en France. Alors, il a été voir Churchill, et je me souviens très bien de l'impression qu'il a faite sur Churchill à l'époque. Moi, je n'y ai pas été. Il était seul. Mais Churchill a dit ensuite « C'est un homme à ma mesure. »... avait dit Churchill de de Gaulle. J'ai raccompagné de Gaulle à l'aéroport. De Gaulle est parti pour la France.

Track 9, 2'14" : Q : Il n'était toujours pas question de gouvernement commun ?

Track 9, 2'17" : JM : Non, non. Les heures passent. Entre parenthèses, là il faudrait que je revoie les dates exactes, n'est ce pas. Mais j'étais arrivé à la conclusion, comme je viens de vous l'indiquer tout à l'heure, que le moment était venu d'avoir une vue plus générale, que la vue d'une simple coopération sur des points particuliers. Il fallait avoir une vue sur l'avenir, et il fallait, à mon avis, en donnant une action...en organisant un destin commun entre la France et l'Angleterre, on devait donner à la guerre pas seulement son sens de lutte pour la liberté, mais le sens d'une lutte constructive pour l'avenir.

Track 9, 3'11" : Q : Et vous ne vouliez pas empêcher l'armistice aussi ? c'est pareil ?

Track 9, 3'14" : JM : Non, alors ça c'est une autre question...je vais vous dire exactement ce qui s'est passé. Alors, j'ai fait mon possible pour convaincre Churchill et les membres du gouvernement britannique de cette idée et de cette proposition. J'ai été voir Churchill, qui m'a reçu mal, d'ailleurs. Il m'a dit « Je dois m'occuper de la guerre et vous me parlez de l'avenir. ». J'ai continué quand même. Un de ses collaborateurs m'a dit « Vous vous trompez, jamais Churchill ne vous écouterait. Il ne vous écouterait pas parce que vous n'êtes pas le président du Conseil français. Et lui est président du Conseil anglais. Si le président du Conseil français disait ce que dites, il l'écouterait. Sans ça il ne l'écouterait pas. A moins que cette proposition lui soit faite par un Anglais d'une position responsable. Il y en a un. ». « Quel est-il ? », lui ai-je demandé. « Monsieur Chamberlain. Si Monsieur Chamberlain, qui est Lord President of the Council, va voir Churchill et dit « Je vous demande de mettre à l'ordre du jour d'une discussion du Cabinet anglais la question d'une union franco-anglaise. » Churchill, qui est démocrate, le fera. Est-ce que vous pouvez, vous, convaincre Monsieur Chamberlain ? ». Il faut penser aux heures que nous vivions à cette époque.

Track 9, 5'19" : Q : Vous aviez des rapports avec Chamberlain ?

Track 9, 5'20" : JM : J'avais eu de longs, de bons rapports jusqu'à ce que Churchill vienne au pouvoir, et que Chamberlain démissionne. Mais je n'étais pas sûr d'avoir l'influence suffisante pour le convaincre de cette notion, qui me semblait toute naturelle, parce qu'elle correspondait à mon tempérament, mais naturelle aussi parce que, à cette époque, une idée d'avenir était naturelle. Tout ce qui pouvait aider à battre les nazis et faire gagner la guerre était naturel pour moi.

Alors je n'ai pas été voir Chamberlain, mais j'ai vu son assistant, qui s'appelait Harold Wilson. Il a été convenu qu'Harold Wilson le verrait, le soir même et nous prenions rendez-vous à la trésorerie pour nous rencontrer et avoir une réponse de Churchill.

J'ai été à la trésorerie ce soir là. Wilson est venu. Il a dit « C'est entendu. Monsieur Chamberlain a vu Churchill. Churchill a mis cette question à l'ordre du jour pour discussion dimanche. Nous étions le vendredi de la semaine qui a précédé l'armistice. Le vendredi ou le jeudi. Je suis revenu à la maison. Le lendemain j'ai cherché ...il m'avait dit, c'est Vansittart qui est chargé de faire les papiers. J'ai donc cherché Vansittart, je ne l'ai pas trouvé. Je n'ai pu le trouver que le samedi, et il était convenu que nous devions nous réunir au Foreign Office le dimanche qui a précédé l'armistice.

Entre temps, le Général de Gaulle était arrivé à Londres. Il m'a téléphoné. J'ai été le voir dans l'appartement de Jean Laurent, et nous sommes...je suis parti à la maison. Il est revenu nous rejoindre pour dîner chez moi avec Spears, Plevin. Est-ce que tu étais là, toi ? (à sa femme).

Track 9, 8'11" : Silvia Monnet (SM) : Non, moi j'ai eu une entrevue avant.

Track 9, 8'12" : JM : Mais est ce que tu as dîné avec nous ?

Track 9, 8'13" : SM : Non non, j'étais chez...

Track 9, 8'15" : JM : Comment ?

Track 9, 8'16" : SM : J'étais chez [?].

Track 9, 8'18" : JM : Ah oui.

Track 9, 8'19" : SM : Je les ai reçus, puis je suis partie.

Track 9, 8'22" : Q : Bien. De Gaulle était au courant de votre projet, à ce moment là ?

Track 9, 8'24" : JM : On l'a mis au courant.

Track 9, 8'27" : Q : Vous l'avez mis au courant ce soir là ?

Track 9, 8'29" : JM : Naturellement. Je ne me souviens plus si je l'ai mis au courant au dîner ou chez lui, je ne sais plus exactement.

Track 9, 8'42" : Q : Il a été sceptique tout de suite ?

Track 9, 8'45" : JM : Il a été sceptique, mais pas trop. Il a été sceptique plus tard. Il n'était pas enthousiaste. Je me souviens qu'il m'avait dit quand j'étais allé le voir dans cet appartement de Jean Laurent « Vous savez, c'est le désordre le plus général. Moi je ne rentrerai pas en France. C'est ici qu'il faut agir. » Il n'a pas été hostile dès le début, non, mais...

Track 9, 9'21" : Q : Il pensait déjà que la France était perdue ?

Track 9, 9'25" : JM : Il pensait que la guerre en France était perdue. Alors, samedi, ...je lui ai expliqué, mais je ne peux plus vous dire si je lui ai dit à ce dîner ou avant ou le lendemain, je n'en sais rien. En tout cas, le général de Gaulle, Pleven, moi, ayant mis la main sur Lord Vansittard, nous sommes allés au Foreign Office le dimanche qui a précédé l'armistice.

Track 9, 10'02 " : Q : Le dimanche, ce n'est pas fermé le Foreign office ?

Track 9, 10'04" : JM : Il était fermé.

Track 9, 10'05" : Q : Il était fermé.

Track 9, 10'06" : JM : Mais enfin, Vansittard était au Foreign Office. On est donc monté. C'est là où on a établi le texte définitif de la proposition Churchill, qui a été établi en consultation, en discussion entre nous. On y a apporté quelques modifications. L'original du texte avait été fait par Vansittard et par moi-même, mais...alors, quand ce texte a été terminé, on a dit « Il faut aller maintenant le porter au Cabinet britannique », qui se réunissait le dimanche.

Alors, on a dit « Mais il faut porter ce texte maintenant. » Vansittard devait le porter au Cabinet anglais qui se réunissait, je le pensais, sur cette seule question, en tout cas sur cette question. Mais pour que...à l'époque, tout au moins, je ne sais pas comment c'est aujourd'hui, mais pour qu'un document soit discuté par le Conseil des ministres, il faut une certaine forme. Et cette forme nécessitait que les ...les feuillets de la proposition soient joints, soient tenus par ce qu'on appelait le Red tape.

Track 10, 1'11" : Q : Qu'est ce que ça veut dire ?

Track 10, 1'13" : JM : arrêtez-vous une seconde, voulez-vous ? je ne sais pas ...si, ça veut dire...red tape...c'est tout ce qui est administratif..

Track 10,1'25" : Q : C'est une règle de fonctionnement....

Track 10, 1'26" : JM : C'est une règle de fonctionnement. Mais on cherche dans tout le Foreign office, on ne trouve pas ce Red tape, on en trouve que de blanc. Le red tape était blanc. En réalité, en Angleterre, dans les pays anglo

saxons, le Red tape est le signe de l'administration qui retarde les choses. Alors, on a donc fermé...enroulé ces feuillets et Vansittard est parti pour le Cabinet britannique, avec le texte. Il est revenu une heure après, en nous disant : « Le gouvernement britannique a adopté le programme...le projet, et rendez-vous cet après midi à trois heures à ten, Downing Street, les Dominions sont convoqués. »

Alors, nous étions naturellement très contents, ...l'union de la France et de l'Angleterre. Nous partons déjeuner. C'est à dire que Vansittard et le chef de Cabinet de Churchill qui s'appelait Morton, et moi, Pleven, nous partons chez moi où ma femme nous attendait. De Gaulle et Corbin, l'ambassadeur de France à Londres, et Churchill partent de leur côté.

Track 10, 3'03" : Q : Vous ne saviez pas quelle serait la réponse française à l'époque ?

Track 10, 3'06" : JM : Nous ne le savions pas.

Track 10, 3'07" : Q : Vous ne le saviez pas, non. Vous n'aviez même pas un sentiment ?

Track 10, 3'11" : JM : Vous savez, nous croyions, enfin pour ma part, je crois toujours au succès. Autrement, il n'y a pas d'action possible, n'est ce pas. Si ça échoue, alors on voit ce qu'on fait. Mais on ne sait qu'on a échoué que lorsqu'on est mort ou qu'on a échoué. Alors, au cours du déjeuner, un d'entre eux dit à l'autre « Mais, qu'est devenu ce télégramme ? ». Alors, moi j'étais en éveil, et je dis « Quel télégramme ? ». L'un dit « Nous avons oublié de vous le dire, mais le Cabinet, ce matin, a décidé de répondre au gouvernement français qui lui demandait le...son accord sur l'ouverture de négociations avec les Allemands pour des clauses d'armistice. Là dessus le gouvernement anglais a répondu oui. ». Alors, je vous donne le texte en anglais « On condition that the fleet be kept out of reach of the enemy. » C'est à dire : sauf la flotte.

Track 10, 4'30" : Q : Comment ont-ils pu, dans la même séance, proposer deux choses contradictoires ?

Track 10, 4'35" : JM : Alors, je leur ai dit...j'étais catastrophé n'est ce pas. « Je n'arrive pas à comprendre comment vous, vous pouvez en même temps discuter de la continuation de la guerre avec cette proposition française et en même temps que vous autorisez les Français à faire l'armistice. ». Alors, aussitôt, on m'a dit « Vous avez raison, nous allons envoyer aussitôt un chaser, c'est à dire un télégramme qui poursuive le premier. ».

Je ne sais pas alors ce qui s'est passé à Bordeaux en ce qui concerne cette affaire. Ma connaissance personnelle se limite à cela. Mais nous sommes partis à trois heures, au 10 Downing Street, et là, Churchill ayant discuté avec son Conseil de cabinet, a fait quelques modifications au texte qui avait été préparé, il a appelé...Reynaud au téléphone en lui disant « Voilà, je vous confirme que le gouvernement anglais...que je vais faire, au nom du gouvernement anglais, une proposition pour l'union franco-anglaise. Rendez-vous demain dans un port de Bretagne pour que nous discussions d'un plan. » Parce qu'il n'y avait pas de programme franco-anglais, il y avait une lutte française, il y avait une lutte anglaise, il n'y avait pas de programme franco-anglais. Et Churchill lui dit « Et venez dans un port de Bretagne. » C'était Concarneau, je crois. Et il ajoute « Et amenez avec vous un bon général. » Reynaud dit « Oui, mais dépêchez vous, il y a un Conseil cet après midi à cinq heures. ». Je suis allé accompagner de Gaulle à l'avion. Nous avons téléphoné à Bordeaux que de Gaulle viendrait, je ne me souviens plus à qui au juste maintenant. De Gaulle a été...j'ai été raccompagner de Gaulle à l'avion, et de Gaulle est parti pour Bordeaux. Dans l'intervalle, Reynaud a démissionné, Pétain a pris le pouvoir, et de Gaulle est revenu le lendemain. Et il...parce que, s'il n'était pas revenu, il aurait été arrêté, et par conséquent, c'était essentiel qu'il le fasse.

Track 11, 0'00" : Q : Est-ce que vous avez pensé, à ce moment... mettons pas tout de suite, parce qu'à ce moment là, bien sûr, on est en pleine guerre, mais quelques mois plus tard, est ce que vous avez pensé que vous étiez passé tout près d'une modification presque définitive de la géographie des pays européens ?

Track 11, 0'17" : JM : Bien sûr, mais nous le souhaitions. Enfin, pour ma part, je le souhaitais, n'est ce pas. Et vous savez, je le répète, à cette époque, il faut bien se placer dans l'atmosphère dans laquelle on se trouvait. L'armée française avait été battue, l'Angleterre n'avait pas d'armement, l'avenir était incertain. Tous les actes...

Track 11, 0'41" : Q : Vous n'aviez pas eu peur que la France devienne un protectorat anglais ?

Track 11, 0'43" : JM : Vous savez, on est un protectorat quand on le pense, et c'est une idée qui ne me venait pas à l'esprit. Non. Vous savez, la question que vous me faites, la question que vous me posez est la même qu'on pose aujourd'hui souvent en ce qui concerne l'Europe, l'Amérique, l'Angleterre et tout ça. Au lieu de la poser aux autres, il faut se la poser à soi même. Si on est disposé à être un protectorat, on l'est, mais si on ne l'est pas, on ne l'est pas et puis c'est tout. Par conséquent, la notion de transformer la géographie, je me permets de le dire, c'est une notion intellectuelle. Non, ce qui compte, c'est de savoir si les peuples s'unissent. Or, dans le désarroi et la défaite, l'union était naturelle.

Track 11, 1'35" : Q : Oui, mais je me fais un peu l'avocat du diable. Le tempérament français, latin, un peu pagaille...

Track 11, 1'44" : JM : Non, pas pagaille. Pourquoi pagaille ? non, pas pagaille.

Track 11, 1'49" : Q : Et le tempérament britannique, tout de même...

Track 11, 1'51" : JM : Mais vous croyez que les gens de Marseille et les gens de Lille n'ont pas des tempéraments différents ?

Track 11, 1'56" : Q : Vous ne croyez pas à l'objection des tempéraments ?

Track 11, 2'02" : JM : Les tempéraments ont toujours une influence, mais la question est de savoir si vous créez entre les gens qui ont ces tempéraments un intérêt commun. Et je le répète...enfin, on le répète aujourd'hui, si les nécessités les poussent, comme elles nous poussent aujourd'hui...l'union n'est pas une chose intellectuelle, ce n'est pas une chose naturelle non plus.

Track 11, 2'29" : Q : Le problème de la langue ne vous faisait pas peur non plus ? un gouvernement en deux langues, ça ne vous faisait pas peur ?

Track 11, 2'35" : JM : Ça me faisait bien moins peur que deux gouvernements qui ne savent pas ce qu'ils veulent faire, comme c'était le cas en ce qui concerne la France et l'Angleterre en 1940. Non...Evidemment, s'ils parlaient la même langue, ce serait mieux, et encore je n'en suis pas sûr. Non, l'essentiel est qu'ils aient un intérêt commun. Or, l'intérêt commun, la nécessité le crée. Elle l'a créé pendant la guerre en ce qui concerne le commencement d'Europe. Charbon et acier...enfin toutes ces histoires européennes que vous connaissez.

Track 11, 3'10" : Q : Vous avez bien senti, dans les années qui allaient suivre, en 42, 43, qu'en réalité il y a eu je dirais entre de Gaulle et le gouvernement provisoire et puis Roosevelt d'un côté et Churchill de l'autre, enfin... une espèce de tension. Pour les Anglais, la France avait été battue, quand même. Elle était...

Track 11, 3'29" : JM : Il n'y a pas de doute.

Track 11, 3'31" : Q : ...Elle était sortie de l'Histoire.

Track 11, 3'33" : JM : Oui, il n'y a pas de doute.

Track 12, 0'12" : Q : Vous connaissiez les Allemands, en 1950 ?

Track 12, 0'14" : JM : Non, je ne connaissais pas les Allemands.

Track 12, 0'19" : Q : Vous aviez déjà vu Monsieur Adenauer ?

Track 12, 0'24" : JM : Non, mon père et mon frère parlaient allemand très bien, mais moi non. Je parlais anglais, mais je ne parlais pas allemand. Je ne connaissais pas les Allemands. L'expérience que j'ai eue des allemands,... enfin la connaissance, c'est de la guerre.

Track 12, 0'41" : Q : Donc, vous ne connaissiez pas l'Allemagne en paix ?

Track 12, 0'43" : JM : Non.

Track 12, 0'45" : Q : Vous n'aviez pas de méfiance vis à vis d'eux ?

Track 12, 0'50" : JM : Ah, vous me reportez en 1950, en ce moment ?

Track 12, 0'55" : Q : Oui, 49, 50...

Track 12, 0'57" : JM : Oui, enfin à cette période. Il n'était pas possible, à ce moment là, de ne pas avoir une certaine méfiance. La guerre, les tortures, les exterminations de juifs, tout cela portait à la méfiance. Mais je pensais que les Allemands sont là, eux aussi, et qu'il fallait vivre ensemble, et qu'on n'est pas...qu'on ne peut pas vivre ensemble s'il n'y a pas égalité. En outre, je pensais que cette attitude des Allemands peut être...pourrait être changée dans l'avenir. Je le croyais et je le crois. Mais à condition que les conditions soient remplies, que le contexte dans lequel elle se trouvait permette cette évolution. Alors, d'autre part, ils étaient détruits et nombreux étaient ceux qui voulaient recommencer avec l'Allemagne la politique de 1918, c'est à dire la domination.

Je suis convaincu, depuis bien longtemps, que la domination est le pire mal du monde. Discuter et s'entendre est une chose, imposer en est une autre. Par conséquent, j'estimais qu'il est impossible d'entrer dans une paix européenne sans établir une égalité et sans éliminer dans toute la mesure du possible la domination. Et pour ça, il fallait...amener les Français et les Allemands à s'entendre. Pour s'entendre, il faut discuter. D'où l'organisation et les institutions que...

Track 13, 0'00" : Q : Avant d'en venir aux institutions...Pour beaucoup de Français, vous êtes le modèle du technocrate. Je vous pose la question juste avant le Plan Schuman...

Track 13, 0'12" : JM : Oui, bien sur...

Track 13, 0'14" : Q : Parce que le technocrate c'est une chose mystérieuse pour un Français. C'est un homme qui a beaucoup de puissance parce qu'il connaît tout des questions techniques, et qu'il peut...j'allais dire forcer les hommes politiques à faire telle ou telle politique dans la mesure où lui connaît mieux qu'eux les questions techniques. Mais est ce que vous êtes un technocrate ?

Track 13, 0'34" : JM : Non, je ne suis pas un technocrate, parce que, pour être technocrate, il faut être technicien. Je ne suis pas technicien, je ne sais pas. Mais j'ai toujours eu avec moi des gens qui savaient. Et vous savez, puisque vous abordez cette question de technocrates et de techniciens, un technicien doit connaître ce dont il parle, il ne sait pas autre chose, où il n'est pas expert. Ce que j'estime, pour ma part, être essentiel, ce n'est pas la connaissance d'un problème, c'est la vue d'ensemble. Il est difficile, très difficile, de raccrocher les éléments divers d'un tableau dans une vue d'ensemble. Le Plan, sa justification, sa vraie raison, c'est sa vue d'ensemble. Il y avait des gens qui savaient, dans les commissions de modernisation, qui connaissaient l'électricité, qui connaissaient le charbon, qui connaissaient l'aciérie, ...non pas mieux que moi, mais beaucoup mieux que moi. Je n'ai jamais eu la prétention de le savoir. Mais ce que le Plan faisait c'était d'unir tous ces éléments dans une vue d'ensemble. En ce qui me concerne, la vue d'ensemble, la discussion, la participation des autres, c'est à dire contribuer à ce que ceux que vous appelez les technocrates, les experts, aient une vue d'ensemble qu'ils n'ont pas. Et alors...

Track 14, 0'00" : Q : Quelle était la vue d'ensemble, pour vous, dans l'affaire franco-allemande ?

Track 14, 0'04" : JM : Il fallait s'entendre, il fallait....

Track 14, 0'05" : Q : Parce qu'en réalité, ce n'est pas le charbon et l'acier qui vous intéressent.

Track 14, 0'09" : JM : Non. En ce qui concerne l'Allemagne, nous étions en 1950. Ne l'oubliez jamais quand vous voulez juger du Plan Schuman. On était à la veille de réunions inter alliées, qui devaient se tenir à Londres, qui se

sont d'ailleurs tenues, au mois de juin, ou de mai, ou quelque chose comme ça. Et on devait décider de la forme que prendrait... ou l'occupation continue, ou les mesures de...domination, ou autres, qui seraient prises vis à vis de l'Allemagne. C'est à dire le sort de l'Allemagne était en question. Ce n'était pas le sort de l'Allemagne, c'était notre sort aussi, c'était le sort de l'Europe. Est-ce qu'on allait entrer dans une voie de rechercher des mesures, je le répète toujours, c'est le mot de domination, comme on l'a fait en 1918 ? ou est ce qu'on allait chercher à essayer d'établir des mesures d'égalité ? Vous reconnaissez très bien que cinq ans après la guerre, une vue de cette nature pouvait soulever des...et en a soulevé, des difficultés. Mais heureusement qu'il y a eu, à ce moment là, Robert Schuman.

Track 14, 1'41" : Q : est-ce que...avant d'en venir à Schuman, est ce que vous n'avez pas eu aussi le sentiment que les Etats Unis commençaient à changer d'attitude vis à vis de l'Allemagne, et commençaient à se rapprocher de l'Allemagne ?

Track 14, 1'56" : JM : Vous savez, les Américains toujours se rapprocheront de l'action. Ce n'est pas la peine de faire de la grande philosophie sur l'attitude américaine vis à vis de l'Europe, ou vis à vis de tel. C'est l'action qui les entraîne. Les Allemands faisaient un effort de reconstruction beaucoup plus qu'ils ne discutaient. Par conséquent, les Américains étaient portés vers eux. Mais ce n'est pas ça qui m'a influencé.

Track 14, 2'22" : Q : C'était vraiment le fait de faire discuter les Français et les Allemands.

Track 14, 2'31" : JM : C'est le fait d'établir...d'introduire dans la vie de l'Europe, un certain nombre...et dans les relations entre l'Allemagne et la France, un certain nombre de notions fondamentales et différentes de celles sur lesquelles nos pères et nous-mêmes avons vécu.

Track 14, 2'45" : Q : Et Pourquoi les Anglais ont-ils été mis hors du coup ?

FIN MINI DISC 1.

MINI DISC 2.

Fin de la bande 30B2, bandes B3, B4.

Track 1, 0'00" : JM : ...Nos pères ou nous-mêmes avons vécu.

Track 1, 0'09" : Q : Et pourquoi les Anglais ont-ils été mis hors du coup ?

Track 1, 0'11" : JM : Les Anglais n'ont pas été mis hors du coup. J'ai été à Londres avec Monsieur Schuman en ... mai 1950.

Track 1, 0'22" : Q : Mais là, les choses sont déjà commencées.

Track 1, 0'25" : JM : Non. Ce qui a été commencé, c'était la déclaration du gouvernement français qui proposait que les ressources en charbon et en acier, ... ce qui a fait dire et penser à beaucoup de gens que c'était un plan technique ; non. C'était un moyen, le charbon et l'acier. Mais enfin...la mise en commun du charbon et de l'acier par les différents pays qui feraient partie de ce...qui accepteraient que les décisions relatives à ce charbon et à cet acier ne soient plus nationales, mais soient prises par une autorité commune : c'est ça l'affaire du Plan Schuman, telle qu'elle est apparue au point de vue technique.

Mais les Anglais, ...n'étaient pas exclus, au contraire. J'ai été à...Londres avec Monsieur Schuman avant d'aller à Bonn, et j'ai longuement discuté avec Sir Stafford Cripps et un homme qui est encore vivant, qui assistait à ces conversations, qui y participait, qui est Lord Plowden, qui était l'assistant, l'adjoint de Sir Stafford Cripps. J'ai expliqué aux Anglais la manière dont nous voyions l'avenir de l'Europe, la nécessité d'unir tous ces peuples, et pour les unir, de créer entre eux un intérêt commun, et l'intérêt le plus simple me semblait être le charbon et l'acier, le plus important, puisque c'était à cette époque la matière, l'industrie de base. Les Anglais n'ont pas voulu. Ils ont dit « Nous voulons bien participer aux discussions, mais nous ne voulons pas accepter l'objectif. » J'ai dit «

Comment est ce que vous voulez participer aux discussions s'il n'y a pas d'objectif ? » « On le définira. » Alors, nous n'avons pas accepté. Il y a eu une longue discussion et correspondance entre le gouvernement anglais et le gouvernement français sur ce point précis. Les Français, et ceux qui se joignaient à eux, voulaient monter une organisation européenne.

Track 1, 3'05" : Q : Et quand vous dites qu'ils ne voulaient pas des objectifs, vous pensez que les Anglais n'aiment pas raisonner à partir de buts lointains ?

Track 1, 3'12" : JM : Alors ça, c'est autre chose.... je pense que les Anglais ne sont pas accessibles...c'est trop dire... mais enfin, ils résistent aux idées, ils ne résistent pas aux faits. Et j'étais convaincu alors que, si les Anglais ne se joignaient pas à nous à ce moment, ils viendraient plus tard, lorsque nous aurions réussi. Mais il fallait le démontrer. A cette époque, quand j'étais à Londres, nous pouvions expliquer nos idées, mais ce n'étaient que des idées, ce n'était pas un fait. Ce fait devait être démontré dans les années qui ont suivi. Mais j'étais convaincu, et je le suis toujours, que les Anglais ne résistent pas aux faits, et qu'ils viendraient, et qu'ils viennent d'ailleurs, se joindre à la Communauté européenne lorsque celle ci est devenue une réalité. Ce qui est arrivé, mais j'ai toujours pensé que la présence des Anglais était indispensable.

Comme vous le savez, j'ai bien connu les Anglais avant la guerre, et, pendant la guerre, j'ai été membre du Comité anglais d'approvisionnement à Washington qui approvisionnait l'Angleterre en matériel de guerre. Officiellement, naturellement, c'était un organisme public. J'ai donc connu...je connais bien les Anglais. Et je dois dire que je suis arrivé à la conclusion depuis longtemps et j'en suis convaincu encore davantage aujourd'hui : ce sont de bons associés, mais il faut qu'ils soient du même côté de la table que vous. S'ils ne le sont pas, ils défendent leurs intérêts. Mais, ...par conséquent, s'ils font partie de l'organisation de l'union européenne, ils seront de bons associés. On dit « Ils ne voudront pas déléguer les pouvoirs ». C'est le contraire. Les Anglais veulent que les choses marchent. Quant ils seront dedans et que ce sera en partie leur affaire (non pas en totalité, puisque c'est justement le contraire), vous verrez que leur participation...qu'ils seront les meilleurs...sera grande et qu'ils seront les meilleurs défenseurs des institutions européennes.

En outre, en dehors de tous les avantages techniques que nous apporterait la participation anglaise, en outre de cela, il y a une question qui, à mon avis, est fondamentale. C'est que les Anglais comprennent mieux que nous la valeur des institutions. Le Parlement britannique l'a montré depuis des siècles. Ils croient que les hommes ne peuvent pas agir s'ils ne s'appuient pas sur des institutions, contrairement aux continentaux, qui croient que les hommes règlent les questions. Ce n'est pas vrai. L'Histoire le montre. Les Anglais comprennent ça mieux que personne. ...personne d'entre nous. Alors, pour cette raison, en outre, une fois que les Anglais sont dans l'affaire européenne, l'affaire européenne est finie, est faite, il n'y a plus d'alternative, il n'y a plus qu'à s'atteler au travail, difficile d'ailleurs, mais au travail qu'implique la constitution d'une organisation européenne. On ne regardera pas à droite, à gauche, pour savoir si les Anglais se joignent, ne se joignent pas, qu'est ce qu'on attend...ils seront dedans, ils seront loyaux, ils voudront que ça marche et les institutions en seront renforcées.

Donc, pour ma part, je suis pour que les Anglais rentrent, mais qu'ils rentrent dans des conditions. Si, en 1950, j'ai dit aux Anglais ce que je viens de vous dire, nous l'avons répété constamment. Et aujourd'hui, comme vous le voyez, Monsieur Wilson, le gouvernement anglais, demande à participer au Marché commun dans les conditions du Marché commun, c'est à dire Traité de Rome...etc....ce qu'ils acceptent.

Track 1, 7'31" : Q : Mais alors, nous sommes devant le même problème que dans la discussion avec Churchill, de Gaulle, en 40. Quand on vous écoute, les choses sont toutes simples. Il y a eu la proposition charbon acier et il y a eu Monsieur Schuman pour l'accepter. Mais il est difficile pour des gens qui vous écoutent, de ne pas penser...que vous êtes un peu ficelle...dans l'argot français, c'est à dire plus malin...

Quand on vous écoute, on a l'impression que tout se passe très facilement. Or, pour proposer au gouvernement allemand, au gouvernement français, au gouvernement belge, italien, ...de mettre en commun le charbon et l'acier, de créer une autorité qui sera au-dessus de tout cela, c'est tout de même une démarche extraordinairement difficile.

Track 2, 0'24" : JM : Oui.

Track 2, 0'26" : Q : Bon. Il fallait que ça parte du gouvernement français. Le gouvernement français, ce n'est pas une chose abstraite, c'est quelques hommes. Alors, vous êtes en 1950, vous avez, au mois d'avril, le printemps commence, vous avez cette idée qui vous trotte dans la tête. Comment vous y êtes vous pris concrètement pour qu'entre le 20 avril, mettons, et puis le 9 mai, en trois semaines, moins de trois semaines, on aille d'une idée dans votre tête à une décision qui va modifier l'histoire de 180 millions d'hommes ? voilà ce qu'il faut que vous nous expliquiez, voilà ce que les gens ne comprennent pas.

Track 2, 1'06" : JM : Bien...les gens ne comprennent pas la force d'une idée. Vous me demandez comment ça s'est fait. Je ne peux que vous donner la démarche de ce ...

Track 2, 1'20" : Q : C'est ça.

Track 2, 1'22" : JM : ...De cette affaire. Il y a longtemps que j'étais convaincu qu'il fallait unir l'Europe et l'Allemagne, en particulier, et la France. Comment le faire ? unir et créer un intérêt commun : charbon et acier. Mais, en même temps, créer un moyen de discussion constante entre les Allemands et les Français et les autres pays d'Europe qui participeraient à cette organisation. ...à cette union. Pour ça, j'avais donc rédigé une proposition. Cette proposition consistait à mettre en commun le charbon et l'acier de ces différents pays.

Track 2, 2'21" : Q : Mais où l'avez-vous rédigée ? c'est vous-même qui avez pris votre stylo et un papier ?

Track 2, 2'28" : JM : La date fondamentale sur laquelle...oui, je l'ai rédigée.

Track 2, 2'31" : Q : Ici ?

Track 2, 2'33" : JM : En partie. Mais, vous savez, comme je travaille, ...j'ai besoin d'air pour travailler, j'avais été dans la montagne...à...j'avais fait du ski pendant une quinzaine de jours. Et j'étais arrivé à la conclusion qu'il était nécessaire de créer cet intérêt commun entre l'Allemagne et la France et les autres pays.

Track 2, 3'34" : Q : Mais vous étiez tout seul dans cette période de ski ? il n'y avait pas d'hommes politiques avec vous ?

Track 2, 3'38" : JM : Non.

Track 2, 3'39" : Q : Tout seul ?

Track 2, 3'40" : JM : Un guide.

Track 2, 3'41" : Q : Un guide, oui. Mais vous n'avez pas parlé avec lui du charbon et de l'acier.

Track 2, 3'43" : JM : Non.

Track 2, 3'46" : Q : Alors, vous revenez à Paris.

Track 2, 3'48" : JM : Je reviens à Paris et ...Monsieur Schuman me téléphone. N'oubliez pas qu'il y avait la conférence entre les alliés le 18 mai, qui devait statuer sur la forme de contrôle qui serait appliquée à l'Allemagne.

Track 2, 4'11" : Q : Monsieur Schuman est ministre des Affaires étrangères à l'époque.

Track 2, 4'12" : JM : Monsieur Schuman est ministre des Affaires étrangères. J'étais très bien avec lui. Nous nous connaissions du temps où il était ministre des Finances et j'avais beaucoup d'amitié pour lui. Je crois que lui avait de la confiance en moi. Alors, Monsieur Schuman me téléphone, pour me demander si j'avais des idées sur le règlement possible avec l'Allemagne. Je lui dis que...oui, j'en avais, mais que ces idées, je les avais mises sur papier et envoyées à Monsieur Bidault, par ce que le Commissariat au Plan était rattaché à la présidence du Conseil. En effet, j'ai envoyé...j'avais préparé et envoyé à Monsieur Bidault ce document, qui était à la base du Plan Schuman, et je lui ai demandé rendez-vous. Je ne l'ai jamais eu.

Track 2, 5'12" : Q : Je m'excuse. C'est un document de deux cent pages...

Track 2, 5'16" : JM : Non non, d'une vingtaine de pages, de quinze pages.

Track 2, 5'19" : Q : Quinze pages. C'était donc un document court.

Track 2, 5'20" : JM : Oui.

Track 2, 5'21" : Q : Peu technique.

Track 2, 5'22" : JM : Oui. Bidault m'a donné rendez-vous, d'après Le Monde. Mais probablement que son Cabinet a oublié de me convoquer, en tout cas je n'en sais rien. Le fait est que je n'ai jamais vu Bidault.

Track 2, 5'35" : Q : Vous dites d'après Le Monde. Le Monde a annoncé que vous aviez été reçu ?

Track 2, 5'37" : JM : Vous savez bien qu'il y a une rubrique dans laquelle on dit « Le président du Conseil a reçu untel, untel... », et on disait qu'il m'avait reçu. C'était inexact.

Track 2, 5'46" : Q : Donc il n'a pas répondu à votre note.

Track 2, 5'47" : JM : Il n'a pas répondu. Dans l'intervalle, Monsieur Clappier est venu me voir.

Track 2, 5'54" : Q : Monsieur Clappier qui était au Cabinet. ...

Track 2, 5'55" : JM : Monsieur Clappier qui était Directeur de Cabinet de Monsieur Schuman. Et je lui ai dit... il venait me voir sur cette même question « Avez vous des idées ? » et j'ai dit « Oui, j'ai des idées, je viens de les envoyer à Monsieur Bidault il y a un quart d'heure. ».

Track 3, 0'00" : Q : Comment ça s'est passé, concrètement, le lancement du Plan Schuman ? on m'a dit que vous étiez parti...que vous aviez préparé tout cela moitié ici, dans cette maison, moitié à la montagne. Est-ce que c'est vrai ?

Track 3, 0'24" : JM : Oui, c'est vrai. Je revenais d'une excursion en Savoie, et au cours de cette excursion et en revenant ici, je me demandais ce que je devais suggérer au président du Conseil (le Plan était rattaché), selon la question qui venait en discussion bientôt à Londres entre les alliés de l'organisation de la paix avec l'Allemagne. Alors, j'ai rédigé...j'ai mis mes réflexions, mes idées, dans un mémorandum, et je l'ai envoyé à Monsieur Bidault. Je lui ai demandé un rendez-vous. Je n'ai pas eu de rendez-vous. Dans l'intervalle, Monsieur Schuman m'a téléphoné et j'ai vu Monsieur Clappier.

Track 3, 1'30" : Q : Qui était son Directeur de Cabinet.

Track 3, 1'31" : JM : C'était son Directeur de Cabinet. Je l'ai vu au moment même...quelques minutes après que j'avais envoyé le document à Monsieur Bidault. Trois jours après, Monsieur Schuman m'a téléphoné qu'il était d'accord.

Track 3, 1'49" : Q : Mais sans avoir parlé avec vous ?

Track 3, 1'52" : JM : Il a parlé avec moi après.

Track 3, 1'54" : Q : Mais quand il vous a téléphoné, il était d'accord, il avait simplement lu le texte...

Track 3, 1'56" : JM : Oui.

Track 3, 2'00" : Q : ...Et vu Monsieur Clappier à qui vous aviez expliqué votre projet.

Track 3, 2'03" : JM : Oui.

Track 3, 2'04" : Q : Et cet homme qui était lorrain...

Track 3, 2'05" : JM : Oui.

Track 3, 2'06" : Q : ...A pensé immédiatement qu'il était possible d'obtenir du gouvernement allemand la création d'une autorité qui allait contrôler le charbon et l'acier des deux pays ?

Track 3, 2'13" : JM : Enfin, je ne sais pas ce qu'il a pensé, mais il a accepté cette proposition.

Track 3, 2'16" : Q : Et pourquoi, à votre avis ?

Track 3, 2'20" : JM : Parce qu'il y a vu, ainsi que je vous l'ai expliqué tout à l'heure, tous les aspects politiques. Il n'a pas vu le charbon et l'acier. Il a compris que le charbon et l'acier, c'était un moyen qu'on utilisait. Mais il a vu que c'était le moyen d'établir entre la France et l'Allemagne des relations...qui n'avaient pas existé toujours, et d'effacer cette querelle sinistre qui avait ensanglanté la France et l'Europe. Alors, c'est ça qui a influencé Monsieur Schuman, c'est ça qui l'a influencé.

Track 3, 2'55" : Q : Oui, mais dans ce texte, il est beaucoup question, dans les premières lignes, de la guerre froide.

Track 3, 2'57" : JM : Oui.

Track 3, 2'59" : Q : Comment est ce qu'elle joue là dedans ?

Track 3, 3'00" : JM : Et bien, nous étions, à cette époque là, cinq ans après la guerre, nous étions au milieu de la guerre froide. C'est à dire que toutes les actions politiques étaient comprises comme une contribution à la guerre froide. Or, je craignais... je pense aussi que cette guerre froide aurait pu nous entraîner à la catastrophe. Qu'est ce qu'il fallait ? c'était réunir le plus rapidement possible, pour commencer, les peuples d'Europe, et, entre autres, la France et l'Allemagne. Donc, Monsieur Schuman a accepté pour ces raisons fondamentales la proposition que je lui ai faite. Il l'a fait...j'ai mis Monsieur Mayer et Monsieur Pleven, qui étaient membres du gouvernement français, au courant. Ils ont soutenu Monsieur Schuman, au gouvernement lorsque la question a été discutée, et Monsieur Schuman a reçu mandat de faire une déclaration, qu'il a faite,...ce qu'on appelle la déclaration Schuman du 9 mai.

Track 3, 4'02" : Q : Mais quand cette déclaration Schuman du 9 mai a été rendue publique, le gouvernement allemand avait-il été mis au courant à l'avance ?

Track 3, 4'09" : JM : Alors, la veille ou l'avant veille, lorsque Monsieur Schuman avait déclaré qu'il était d'accord, il avait envoyé un mot à Adenauer.

Track 3, 4'17" : Q : Un mot officiel ou un mot personnel ?

Track 3, 4'18" : JM : Ah, je crois un mot personnel, en lui disant « Voilà ce que je vais faire. Voilà ce que le gouvernement français va faire. » Et ce mot qui avait été emporté, je crois, par Monsieur...Comment s'appelait – il donc ? ...comment s'appelait l'Ambassadeur ?

Track 3, 4'43" : Q : Ça n'a pas d'importance. Ce qui est important...ce qui est incompréhensible pour nous...c'est que vous dites « Monsieur Schuman a accepté trois jours après avoir eu le texte ».

Track 3, 4'52" : JM : Oui.

Track 3, 4'53" : Q : En vous téléphonant.

Track 3, 4'54" : JM : Oui.

Track 3, 4'54" : Q : Vous dites maintenant « Monsieur Schuman envoie un mot à Adenauer ».

Track 3, 4'57" : JM : Il l'a envoyé en même temps.

Track 3, 4'59" : Q : Et Monsieur Adenauer, au fond quarante huit heures après, va dire Oui.

Track 3, 5'04" : JM : Oui.

Track 3, 5'05" : Q : Alors, quand on veut régler en France une histoire de bouilleurs de crus, il faut trente ans et ce n'est pas réglé. Vous proposez de mettre d'accord le charbon et l'Allemagne et vous me dites en quatre jours...

Track 3, 5'18" : JM : Non, mais quand on veut régler en France une histoire de bouilleurs de crus, tout le monde vit normalement. Tandis que là ce n'était pas normal, c'était cinq ans après la guerre, la France ne savait pas comment elle allait... le gouvernement français ne savait pas dans quelle voie il allait s'engager, l'Allemagne était à moitié détruite. Par conséquent, la notion d'introduire une méthode d'unir la France et l'Allemagne, entre autres, pour commencer l'Europe, était une notion qui était parfaitement normale à ce moment là et acceptée...il suffisait de l'exprimer et de la proposer, ce que j'ai fait.

Track 3, 5'56" : Q : est-ce qu'on peut...est ce que vous seriez d'accord avec cette théorie, au fond, que vous avez déjà dite plusieurs fois : au fond, on peut faire progresser les choses d'une manière importante dans les moments de crise. Vous avez tenté l'union avec l'Angleterre parce qu'il y avait, au fond, la défaite et la formidable crise ouverte par l'invasion allemande. Vous avez tenté la percée du Plan Schuman parce qu'au fond toute l'Europe hésitait, parce qu'il y avait la peur de la guerre froide, parce qu'il fallait trouver une sortie au sort de l'Allemagne. C'est au travers des crises qu'on peut avancer.

Track 3, 6'32" : JM : Je ne dirais pas que c'est à travers les crises. C'est à travers les moments où les gens responsables ne savent pas quoi faire. Et, ...il faut bien comprendre ce qu'est la fonction d'un homme responsable. La fonction d'un homme responsable au gouvernement, c'est d'administrer les choses existantes. Si les gouvernements et les administrations étaient prêts à changer, ce serait une révolution constante, un désordre perpétuel. Non. Pour les changements, il faut qu'ils viennent de l'extérieur des administrations existantes. Alors, il faut convaincre qui a l'autorité. Ce que j'ai fait. Et là, Monsieur Schuman, en tant que ministre des Affaires étrangères, pour les raisons que je viens de donner, a été extrêmement important.

Track 3, 7'18" : Q : Mais si les gouvernements sont par nature un peu conservateurs, qui assume, dans un gouvernement ou sur les bords, le rôle de changement ? là, ça a été vous.

Track 3, 7'30" : JM : Je crois que les gouvernements...leur rôle, je le répète, c'est d'administrer l'état de choses existant. Ils sont harcelés par le travail journalier. Le changement n'est pas naturel. Et si le changement leur est proposé (et, à mon avis, il ne peut venir que de l'extérieur, ce qui est mon cas), alors, ...et qu'en outre il est proposé de telle manière que celui qui le propose ne cherche rien pour lui-même, mais apporte aux difficultés de ceux auxquels il s'adresse une solution, il y a beaucoup de chances pour qu'ils acceptent.

Track 3, 8'11" : Q : Vous croyez que Messieurs Schuman et Adenauer étaient des hommes qui...se comprenaient bien ?

Track 3, 8'15" : JM : Oui. Je pense que Monsieur Schuman avait beaucoup de respect pour Monsieur Adenauer, et, également, Adenauer avait non seulement du respect, mais de la considération et de l'amitié pour Monsieur Schuman.

Track 3, 8'28" : Q : On a dit que Monsieur Adenauer avait plusieurs fois déclaré qu'il avait, lui, un peu peur de l'Allemagne. Est-ce qu'il vous a dit une phrase comme ça ?

Track 3, 8'34" : JM : Non, je ne dirais pas ça. ...Je ne dirais pas ça. Monsieur Adenauer...connaissait son pays, il était cinq ans après la guerre, il ne voulait pas la voir revenir, et il savait très bien que...une fois que l'Allemagne est entrée dans une voie, elle la poursuit jusqu'au bout, au prix d'une catastrophe, comme ça s'était passé avec Hitler. Il voulait l'empêcher. Et cette organisation européenne avait, entre autres, cet objet : pas seulement d'empêcher

l'Allemagne, mais d'empêcher tout renouvellement de violence en instituant un système de discussions constantes, système, d'ailleurs, qui est celui que nous appliquons au sein de nos propres pays où il n'y a pas de force qui s'impose, il y a la loi et le Parlement.

Track 3, 9'29" : Q : Quand vous avez commencé à discuter non plus de la proposition Schuman, mais du texte du traité, qui a été long et difficile à préparer...

Track 3, 9'37" : JM : Oui.

Track 3, 9'36" : Q : C'est donc la première fois que vous vous trouviez en face d'Allemands ?

Track 3, 9'39" : JM : Oui.

Track 3, 9'41" : Q : La langue ne vous a pas gêné ?

Track 3, 9'41" : JM : Non. Et puis les interprètes sont faits pourquoi ?

Track 3, 9'45" : Q : Mais on dit souvent que les interprètes ne traduisent pas bien.

Track 3, 9'47" : JM : Il faut les choisir bien, c'est tout.

Track 3, 9'50" : Q : Pour vous, il n'y a pas de problèmes techniques ?

Track 3, 9'51" : Q : Il n'y a jamais de problèmes techniques. Il y a des problèmes passionnels.

Track 3, 9'56" : Q : Mais comment vous faites pour passer au-dessus des problèmes techniques ? tous les journaux écrivent tous les jours qu'il n'y a que des problèmes techniques.

Track 3, 10'00" : JM : Mais non, ce n'est pas vrai. Il faut s'organiser. Vous me parlez d'interprètes. Il faut bien les choisir et organiser cette espèce de...de traduction simultanée. Et puis, ...c'est aussi bon que si vous aviez une conversation directe.

Track 3, 10'16" : Q : Mais les intérêts sur l'acier étaient des intérêts économiques formidables. Tous les gens qui se disent aujourd'hui marxistes, excusez-moi, pensent qu'on ne peut rien régler s'il n'y a pas des intérêts communs formidables. Or, là, vous mettiez face à face des gens qui avaient des intérêts tout à fait divergents. Comment est ce que vous les avez contraints à s'entendre ?

Track 3, 10'37" : JM : Il y a eu une décision du gouvernement français, auquel s'est joint le gouvernement allemand. Et nous avons laissé les problèmes techniques à être réglés plus tard. Le traité du charbon et de l'acier ne règle pas les problèmes techniques, il crée une procédure de discussion. Il crée...il établit des principes, mais il ne règle pas les affaires techniques. Les affaires techniques ont été laissées au règlement de la Haute Autorité et aux comités divers auxquels ont participé les industriels. On n'a pas ignoré les industriels et on ne leur a pas fait prendre la place des gouvernements.

Track 3, 11'18" : Q : Vous avez dit, un jour, qu'à votre avis on ne réglait pas les problèmes, mais on les déplaçait.

Track 3, 11'24" : JM : Non. J'ai dit que...à mon avis, on ne règle pas un problème parce que les problèmes sont le résultat de certaines conditions. Si vous voulez.... Et, par conséquent, tant que ces conditions durent, le problème dure. Ce qu'il faut, c'est changer le contexte des conditions dans lesquelles le problème se présente. Alors, la perspective change et la solution devient possible. Par exemple, si le gouvernement...si, en 1950, on avait...et depuis, d'ailleurs, on n'avait pas graduellement transformé les conditions économiques et qu'on ait recherché la solution des problèmes économiques français sans établir ce contexte européen, on n'aurait rien fait du tout parce que les intérêts établis se seraient soulevés. Tandis que, dans une organisation européenne, l'organisation européenne donne à ces mêmes industriels qui se seraient soulevés, un espoir. Ils avaient cinquante millions de consommateurs,

il en ont maintenant deux cent. Voyez ce qui se passe : l'acier français se vend en Bavière. Il ne pouvait pas être concevable...ou l'acier allemand se vend sur les côtes de l'Atlantique.

Track 3, 12'40" : Q : Et ça, c'est une chose qui était claire pour vous dès le début ?

Track 3, 12'44" : JM : Oui.

Track 3, 12'45" : Q : Ou est ce que c'est venu dans les conversations avec les dirigeants allemands, etc... ?

Track 3, 12'50" : JM : Non. L'aspect technique est venu dans les discussions de la Haute Autorité avec les commissions de ...d'industriels. Mais moi je n'ai pas vu d'une manière précise ce qui se passerait au point de vue technique, mais ce que j'ai vu, c'est que...dans une grande mesure, ça réglait la situation entre l'Allemagne et la France, ça instituait le commencement d'institutions européennes et créait des conditions qui plaçaient les industriels dans une situation différente de celle dans laquelle ils étaient, et qui, à mon avis, pouvait leur donner une possibilité et de concurrence et de développer leur industrie qu'ils n'auraient pas eue autrement.

Track 3, 13'40" : Q : Mais j'insiste parce que c'est la question fondamentale, pour nous, vous comprenez. C'est : comment peut-on changer les choses ? bon. Comment avez vous pu faire comprendre ce que vous venez de dire là au patronat français ?

Track 3, 13'53" : JM : Je ne l'ai pas fait comprendre.

Track 3, 13'55" : Q : Eh bien alors ?

Track 3, 13'56" : JM : Eh bien, le patronat français, aujourd'hui, si vous lui demandiez de changer, il ne voudrait pas changer.

Track 3, 13'59" : Q : Bien sûr. Mais à l'époque vous lui demandiez de changer.

Track 3, 14'02" : JM : Oui. Mais il fallait que le gouvernement se décide.

Track 3, 14'05" : Q : Même le gouvernement, une fois décidé, ils pouvaient barrer le chemin.... Ils ont fait ce qu'ils ont pu.

Track 3, 14'11" : JM : Je crois qu'ils ont fait ce qu'ils ont pu. Ils n'ont pas réussi.

Track 3, 14'13" : Q : Alors, comment est ce que vous avez fait ? vis à vis d'eux ? Vous avez parlé avec eux ?

Track 3, 14'16" : JM : Oui, j'ai parlé avec eux, mais sans les convaincre.

Track 3, 14'19" : Q : Vous avez cherché les plus intelligents ?

Track 3, 14'21" : JM : Les plus représentatifs, les plus capables.

Track 3, 14'25" : Q : Et vous en avez trouvé qui vous ont aidé ?

Track 3, 14'30" : JM : Certains. Il y avait la Commission de la modernisation de l'aciérie au Plan....parce que j'étais au Plan, à l'époque. Il y avait un...un industriel qui présidait cette commission, qui s'appelait Monsieur Henri Roy, qui, certainement, a fait ce qu'il a pu pour aider à cette...à cette affaire. Mais, voyez-vous, ce qui se passait là c'était une transformation qui touchait les industriels, mais beaucoup plus fondamentale. Puisqu'on appliquait aux relations entre les pays d'Europe les principes qu'on appliquait au sein de nos propres...de nos propres frontières. Ça voulait dire qu'il y avait une certaine délégation de souveraineté. Alors la délégation...déléguer la souveraineté ou fusionner la souveraineté, si vous aimez mieux, sur un point donné était...c'était aller dans une voie que l'Europe n'avait jamais poursuivie dans le passé, puisque tous ces pays...ces relations entre ces pays étaient basées essentiellement sur la notion de souveraineté nationale, c'est à dire le droit de faire ce que l'on veut sans expliquer pourquoi. Tandis que

ce que nous proposons, c'était que cette souveraineté sur la question du charbon et de l'acier, soit déléguée ou fusionnée avec la souveraineté des autres pays au sein d'une institution commune, qui devait discuter et régler les problèmes communs. C'est ça qui est le point fondamental de la transformation du charbon et de l'acier. Alors, point fondamental qui s'est étendu, d'ailleurs, au Marché commun, et qui...qui est la question autour de laquelle l'affaire européenne est débattue depuis vingt ans. Parce que c'est ça la vraie grande transformation. Les industriels s'adaptent. Aller demander aux industriels s'ils veulent changer et revenir aux formes passées. Je suis sûr qu'ils diront non. Mais la question de la souveraineté nationale, c'est la faculté, si on l'applique, pour les gouvernements de prendre telle position qu'ils jugent utile, et de se dédire, sans avoir à fournir aucune explication.

Track 3, 17'09" : Q : Mais ça veut dire, ce que vous venez de dire là, qu'en réalité le mot de supra national, par exemple, qu'on vous a mis au-dessus de la tête comme une couronne, vous n'y tenez pas ?

Track 3, 17'19" : JM : Je vais vous dire. Nous ne savions pas à l'époque au Plan, puisque j'étais au Plan à l'époque, comment appeler ce système... cette délégation de souveraineté. Nous n'osions pas, à l'époque, parler des Etats Unis d'Europe, et nous avons parlé de supra national. Je ne dis pas que supra national était un bon terme. Je ne le défends pas en tant que tel. Ce que je défends, c'est la délégation ou la fusion de souveraineté, appelez le comme vous voulez.

Track 3, 17'52" : Q : Mais les ministres réunis entre eux, de différents pays, et prenant leurs décisions à la majorité d'entre eux, ça vous paraît une notion parfaitement supra nationale, si l'on peut dire ?

Track 3, 18'03" : JM : Non. Vous parlez de ministres de différents pays ?

Track 3, 18'07" : Q : Oui.

Track 3, 18'09" : JM : Ah oui, bien sûr.

Track 3, 18'12" : Q : Donc, finalement, le mot tel qu'on l'a utilisé...

Track 3, 18'15" : JM : Si on veut, on peut employer ce mot ou en employer d'autres, ça n'a...le mot n'a pas...

Track 3, 18'21" : Q : Il a soulevé une guerre civile en France.

Track 3, 18'22" : JM : enlevez-le. L'important c'est ce que ça recouvre et ce que ça recouvre c'est ce que je vous dit.

Track 4, 0'00" : Q : Bon. Comment est-on passé du charbon et de l'acier au Traité de Messine ? par quel chemin intellectuel ? il y a d'abord eu la C.E.D.. Vous n'avez pas cru que l'Europe était morte au moment de la C.E.D ?

Track 4, 0'24" : JM : Eh bien...j'ai toujours cru que l'Europe ne pouvait pas mourir puisqu'on en a besoin. Aucun des problèmes auxquels se heurtent les différents pays d'Europe n'est soluble que par l'organisation de l'Europe : plus de production, élimination de l'esprit de domination, institution d'organismes, d'institutions qui reflètent les principes fondamentaux que nous avons au sein de nos démocraties, et puis...et puis vivre en harmonie avec le monde. Il n'est pas possible de progresser, et il est indispensable que le niveau de vie des Français et des Européens progresse d'une manière constante, si les Européens ne sont pas en harmonie avec le reste du monde. S'il y a entre eux et les Américains ou entre les Russes, etc.. un fossé immense, alors ils deviendront des provinciaux et ils retourneront...je n'ose pas le dire. Mais enfin, ça deviendra des pays sous développés. Ils ne peuvent pas le faire nationalement, il faut qu'ils le fassent ensemble. Il n'y a pas...je ne vois pas, pour ma part, d'autres solutions. Alors, je n'ai jamais douté.

Track 4, 1'46" : Q : Oui, ce que je veux dire c'est que...de 50 à 53, il y a eu, de la part des cinq autres partenaires, une immense confiance en la France. Au fond, c'est elle qui est le...le moteur de l'affaire. Et, en France, à l'intérieur de ce moteur, vous êtes un petit moteur.

Track 4, 2'05" : JM : Oui.

Track 4, 2'06" : Q : A partir de l'affaire de la C.E.D., il y a eu une espèce de suspicion, d'inquiétude.

Track 4, 2'11" : JM : Non, vous m'avez...vous m'avez...tout à l'heure, je m'excuse, vous m'avez posé une question, n'est ce pas. Comment est ce qu'on en est venu au...à Messine ? n'est ce pas. Eh bien, on en est venu à Messine parce que je crois qu'il n'y avait pas le choix. L'affaire...l'affaire européenne a échoué. L'affaire européenne, l'affaire de l'armée européenne a échoué. Qu'est ce que c'était que l'armée européenne ? C'était que tous les Européens, y compris les Allemands, soient dans le même costume et subissent...obéissent aux mêmes disciplines. On ne l'a pas fait. Qu'est ce qu'on a eu ? on a eu une armée allemande, qui, certainement...il est plus difficile que l'armée allemande aille dans la voie d'une...vue commune avec l'Europe que si c'était une armée européenne. C'est clair. Bon. Enfin, cette armée européenne a été défaite. Mais ça correspondait tellement à la nécessité que...il a été naturel que Messine se produise.

Track 5, 0'06" : Q : Durant votre vie, vous avez connu un nombre de chefs d'Etat tout à fait considérable, de ministres, de chefs d'Etat, etc....

Track 5, 0'14" : JM : Oui.

Track 5, 0'16" : Q : Quels sont ceux qui vous ont le plus fasciné, qui vous ont paru être des ...des hommes, mettons, de taille internationale ?

Track 5, 0'24" : JM : De taille internationale, non...je crois que tous les hommes d'Etat que j'ai rencontrés ont tous une caractéristique, et ce n'est pas une critique que je fais. Mais ils sont tous égocentriques. Il faut qu'ils le soient, parce que vous ne pouvez pas aujourd'hui, être le chef d'une démocratie, sans être égocentrique.

Track 5, 0'50" : Q : Qu'est ce que vous appelez égocentrique, exactement ?

Track 5, 0'51" : JM : Egocentrique, c'est à dire être convaincu qu'on est supérieur aux autres...et qu'on est prêt à prendre des responsabilités dont les autres doivent payer les conséquences.

Track 5, 1'05" : Q : Ce que vous dites là c'est vrai, par exemple de...

Track 5, 1'06" : JM : C'est vrai de tous.

Track 5, 1'08" : Q : Donnez nous la liste.

Track 5, 1'10" : JM : Je vous ai fait une liste des chefs d'Etat que j'ai connus, à différents moments, de différentes manières. Je retrouve chez eux, avec quelques exceptions que je vais vous indiquer, les mêmes caractéristiques. Monsieur Clemenceau, je l'ai connu en 1918 ; il était patriote, je crois qu'il était cruel. Churchill, c'était la guerre, c'était un homme de guerre, Churchill, mais c'est aussi un homme des îles britanniques, ce n'était pas, comme vous le disiez, de classe internationale. Il représentait la politique de la vieille Angleterre. De Gaulle, il est la France.

Track 5, 2'03" : Q : Il l'a toujours été ? Quand vous l'avez connu, en 40, il était déjà la France ?

Track 5, 2'07" : JM : Je crois. C'est en lui. Comprenez bien ce que je dis. Je ne...je ne critique rien. C'est un fait, et je suis bien convaincu, d'ailleurs, que c'est parce qu'il avait cette conviction profonde qu'il était opposé à toute délégation de souveraineté. Car on ne peut pas faire l'Europe sans une certaine délégation ou une fusion de souveraineté. C'a été une difficulté majeure en ce qui le concerne. Ce n'est pas qu'il était hostile à ce qui se passait ; il ne pouvait pas déléguer. Je le crois. Roosevelt : l'Amérique. Oui, il avait une qualité : il était patriote, l'Amérique d'abord, mais dans l'univers. Il n'était pas un nationaliste renfermé. Adenauer...

Track 5, 3'04" : Q : Attendez. Roosevelt, vous ne croyez pas que c'était un homme qui a essayé d'avoir une dimension internationale ?

Track 5, 3'07" : JM : Il l'avait.

Track 5, 3'08" : Q : Même avec un peu de naïveté ?

Track 5, 3'10" : JM : Ce que vous appelez la dimension internationale, il l'avait naturellement du fait de sa force, de la force de l'Amérique, n'est ce pas. Et puis, de son...il voyait...il voyait, à mon avis, les problèmes...d'une manière universelle, mais l'Amérique au milieu. Toujours. C'est naturel. Je ne critique pas. Ce que je vous dis là de ces hommes n'est pas une critique, je crois que c'est une constatation. Adenauer était un homme fort. C'était un homme de l'Ouest.

Track 5, 3'46" : Q : Qu'est ce que vous voulez dire par un homme de l'Ouest ?

Track 5, 3'48" : JM : Je veux dire...qu'il était de la civilisation occidentale. C'était pour lui quelque chose de très... de très fort dans sa nature et dans son comportement, dans son attitude. Il était avide de paix et d'organisation de l'Ouest. Vous le retrouvez, d'ailleurs, dans tout ce qu'il avait proposé pour ce traité francoallemand. Regardez ce que je vous disais tout à l'heure, que ces hommes d'Etat sont égocentriques et ne veulent pas déléguer. Monsieur Adenauer était partisan de l'Europe, mais pas partisan d'un parlement européen. Pourquoi ? parce que ça impliquait une certaine délégation de l'autorité qu'il exerçait lui-même. Il ne pouvait pas...il ne pouvait pas.... Alors....

Track 5, 4'43" : Q : Ils étaient très peu démocrates, tous vos hommes, là !

Track 5, 4'46" : JM : Si, ils sont démocrates. Moi je me souviens...Monsieur...Monsieur Winston Churchill, Sir Winston Churchill était très démocrate, mais un jour, je l'ai entendu, ma femme l'a entendu comme moi. Un Anglais lui disait que « Jamais il n'aurait été possible d'accomplir ce qui avait été accompli pendant la guerre si ça n'avait pas été grâce à votre autorité. ». Il est devenu rouge comme un coq, furieux, et il a dit « Non. Si j'ai fait quelque chose c'est parce que j'étais chef du parti.... Du parti conservateur. ». Il était démocrate, n'est ce pas, mais c'était un homme de ce qu'on appelle les îles britanniques. Je me souviens l'avoir entendu à Washington, pendant la guerre. Il faisait un petit discours et il disait avec conviction « ça a été notre privilège, le privilège de notre destin que ce soit nous, les Anglais, qui nous opposions à la force des nazis. ». Il était fier de l'attitude anglaise, et il y avait de quoi. En même temps, il était démocrate et limité dans ses perspectives. Mais tous les hommes que je viens de vous indiquer étaient tous....sont tous des égocentriques. C'est nécessaire. Autrement ils ne seraient pas là où ils sont. Ce sont des patriotes, mais ce ne sont pas des hommes qui voient l'avenir. L'avenir, je crois, parmi ceux que je viens de vous citer, que le Président Kennedy voyait l'avenir. Il est mort trop tôt. Je crois qu'il avait en lui cette vision d'avenir.

Track 5, 6'56" : Q : Il n'était pas égocentrique ?

Track 5, 6'57" : JM : Si. S'il n'avait pas été égocentrique, il n'aurait pas été président des Etats Unis, n'est ce pas. Ce n'est pas possible, n'est ce pas, d'être à la tête d'une démocratie et de ne pas avoir cette...

Track 5, 7'15" : Q : Ce sentiment qu'on est indispensable.

Track 5, 7'17" : JM : Alors, il reste Brandt.

Track 5, 7'18" : Q : Attendez, avant de parler de Brandt, pourquoi dites-vous que Kennedy avait le sentiment de l'avenir ?

Track 5, 7'27" : JM : Parce que je le connaissais bien. J'ai parlé avec lui souvent, et c'était certainement, chez lui, une préoccupation...non pas de l'Amérique et de la force de l'Amérique. Bien sûr il pensait à l'Amérique. Mais qu'est ce que...qu'est ce que le monde allait devenir, quel rôle l'Amérique pouvait jouer dans cette...dans cette perspective. Et vous vous souvenez peut être du discours qu'il avait prononcé à Philadelphie le 4 juillet 1964, je crois, dans lequel il disait « L'Europe unie et les Etats Unis comme partenaires. ». Bon. Il envisageait la réorganisation du monde. Je ne peux pas dire qu'aucun des autres de ces chefs d'Etat ait envisagé la réorganisation du monde. Non. Lui, le faisait. Schuman....

Track 5, 8'25" : Q : Brandt, alors ?

Track 5, 8'27" : JM : Brandt, je le connais bien, puisqu'il faisait partie...il fait partie de ce Comité d'Action depuis dix ans. C'est un homme...vous connaissez son passé.

Track 5, 8'41" : Q : Norvégien ?

Track 5, 8'42" : JM : Norvégien, débarquant à Berlin en costume de capitaine norvégien. C'est un homme courageux. Il ne serait pas là où il est s'il n'avait pas tout de même, lui comme les autres, un certain égocentrisme. Mais il a une qualité, je le crois. Il a une qualité que n'ont pas tous les autres : il est généreux. C'est à dire qu'il envisage... les solutions aux problèmes, il ne les envisage pas du seul point de vue allemand. Il est capable de donner quelque chose. Pas les autres. A mon avis. Et ce quelque chose, ça dépendra des circonstances, mais je crois que sa politique, qu'il a exprimée au Bundestag et que je l'ai entendu expliquer au Comité d'Action, est intégration à l'Ouest, entente à l'Est. Je suis convaincu qu'il le croit et qu'il fera tout pour...pour y aboutir. Ce qui veut dire construction de l'Europe, entente avec l'Est.

Track 5, 9'52" : Q : Si ce que vous dites est vrai, alors les journaux américains qui déclarent, après le voyage de Brandt aux Etats Unis, qu'il est maintenant le partenaire privilégié des Etats Unis en Europe, ça vous semble quelque chose de possible ? et de vrai ? Parce que ce côté généreux que vous lui prêtez c'est quelque chose qui est aussi très américain.

Track 5, 10'19" : JM : Je ne sais pas ce que veulent dire les journaux américains qui disent que c'est le partenaire privilégié. Nous ouvrons un autre chapitre, n'est ce pas, l'Allemagne...

Track 5, 10'31" : Q : Non, Revenons à Brandt. Est-ce qu'il a une capacité de séduction ?

Track 5, 10'32" : JM : Il a une capacité de séduction.

Track 5, 10'33" : Q : Il a une capacité de séduction.

Track 5, 10'34" : JM : Pour une raison simple : c'est un homme humain. C'est un homme...

Reprise de questions

Track 6, 0'08" : Q : Durant votre vie, vous avez connu un nombre de chefs d'Etat tout à fait considérable. Quel effet vous ont produit ces hommes les uns après les autres ?

Track 6, 0'20" : JM : D'abord, tous ces gens étaient certainement des gens très capables, intelligents. Ils avaient tous une qualité ou un défaut, enfin un élément essentiel pour un chef de démocratie. Ils étaient égocentriques, tous. Patriotes et égocentriques. J'ai fait une liste, là, des gens.... des présidents du Conseil que j'ai connus au cours de ma vie. Je vais vous la lire. Monsieur Clemenceau, en 1918 : pour moi, il était patriote et cruel...dans sa nature. Churchill, je l'ai connu 1939 et 1940, pendant la guerre : c'était un homme de guerre, mais aussi un homme des îles britanniques : c'était une... il représentait-la...la politique de la grande Angleterre. De Gaulle, 1940, jusqu'en 1966. Je ne l'ai pas vu depuis quelque temps, mais à mon avis il n'a pas changé. De Gaulle c'était la France. C'est la France. Je parle maintenant [de la façon dont] ils se voient eux-mêmes. Adenauer, je l'ai vu en 1950. C'est un homme fort, un homme de l'Ouest, un homme d'action ; il ne s'embarrasse pas de l'analyse, il va à la conclusion tout de suite ; avide de paix et d'organisation de l'Ouest. Tous ces hommes sont patriotes et voient le passé. Kennedy...John Kennedy en 1963 : je l'ai très bien connu, mes relations avec lui étaient très bonnes. Il était tourné vers l'avenir. Il pensait à l'Amérique, bien sûr, mais il était tourné vers l'avenir. Souvenez-vous de ce discours qu'il avait prononcé à Philadelphie, en juillet 1964, dans lequel il disait « l'Amérique et l'Europe. ». Il voyait en termes d'avenir, c'était un homme moderne. Brandt : Brandt a tout de ces qualités, et c'est...car j'estime que l'égocentrisme est une qualité essentielle à un homme d'Etat aujourd'hui...dans une démocratie. Mais il a une qualité que les autres peut être n'ont pas, et en tous les cas qu'il a : c'est d'être généreux. C'est à dire qu'il abordera les problèmes avec un sentiment de générosité, prêt à donner quelque chose. Il n'est pas enfermé uniquement dans la souveraineté nationale. Je crois que sa politique est, comme il l'a dit au Bundestag, comme il l'a dit à ce Comité, intégration à l'Ouest, union...

entente à l'Est. Saragat : Saragat a un grand mérite, il a été...exilé pendant le fascisme, il représente la démocratie. En Italie, en ce moment, c'est capital.

Monsieur Pompidou : je ne le connais pas assez pour le juger. Mais je juge ce qu'il a fait et certainement l'initiative qu'il a prise de réunir une conférence des chefs d'Etat à la Haye avec les conséquences que vous connaissez a été capitale. Wilson ou Heath, qui va gagner les prochaines élections ? je ne sais pas. Mais l'un ou l'autre sont certainement, comme Monsieur Pompidou...engagés dans la voie de l'Europe.

En revoyant tous ces hommes et en pensant à leurs grandes responsabilités, aux conséquences d'avenir que leur action présente peut avoir, je ne peux pas m'empêcher de penser à Benes. Quand j'étais à la Société Des Nations, il était président de la Tchécoslovaquie. Je le connaissais bien. J'ai essayé de le convaincre de la nécessité de faire une Fédération de l'Europe centrale. Il s'y est refusé. Il ne pensait qu'en termes de la souveraineté et de l'indépendance de la Tchécoslovaquie. Vous savez ce qui lui est arrivé.

Track 7, 0'13" : Q : Durant toute votre vie, vous avez connu un nombre considérable de chefs d'Etat et de politiciens importants.

Track 7, 0'18" : JM : Oui.

Track 7, 0'19" : Q : Qu'est ce qu'ils avaient de commun et de différent ?

Track 7, 0'24" : JM : Arrêtez, arrêtez.

Track 8, 0'08" : Q : Durant toute votre carrière, Monsieur, vous avez connu un nombre considérable de chefs d'Etat, d'hommes politiques responsables. Qu'est ce qu'ils avaient en commun pour vous ?

Track 8, 0'22" : JM : En dehors de leurs qualités de jugement ou d'intelligence, ils avaient tous une même caractéristique : l'égoïsme. C'est à dire qu'ils se considéraient comme supérieurs aux autres et disposés à prendre des responsabilités dont les autres auraient à subir les conséquences. C'est naturel. Il n'est pas possible qu'un homme soit chef d'une démocratie sans avoir ces caractéristiques. Ce n'est donc pas de ma part une critique, au contraire. J'estime que, pour être chef d'une démocratie, il est nécessaire d'avoir ce...en soi cet élément de la nature humaine. J'ai fait là une liste des chefs d'Etat que j'ai connus et je voudrais vous la lire.

- Clemenceau : je l'ai vu en 1918. Je crois qu'il était patriote et cruel.
- Winston Churchill : Je l'ai connu en 39 pendant la guerre, jusqu'à la fin de la guerre. C'était un homme de guerre, des îles britanniques.
- De Gaulle : la France. Il n'est pas opposé à l'organisation de l'Europe, mais, par sa nature même, opposé à toute délégation de souveraineté.
- Roosevelt : je l'ai connu en 1938, et en 1939 au cours de la guerre. L'Amérique, oui, mais dans le monde.
- Adenauer : je l'ai connu en 1950, et au cours de toute son existence jusqu'à sa mort. Homme fort, homme de l'Ouest, homme d'action ; préoccupé de la conclusion plus que de l'analyse, préoccupé de l'organisation de l'Ouest.
- John Kennedy : je l'ai bien connu à partir de 1962 jusqu'à sa mort. Il était tourné vers l'avenir. il pensait à la construction du monde. Son discours de Philadelphie l'indique. il parlait sur l'union de l'Ouest.
- Monsieur Schuman, quant à lui, était un homme de paix...essentiellement préoccupé des rapports francoallemands.
- Brandt, le nouveau Chancelier d'Allemagne : je le connais depuis 1960, quand il a fait partie de ce Comité dont il est...ce Comité d'Action dont il est encore membre. C'est un homme qui a toutes les qualités que je viens de dire, mais qui a, en outre, une qualité : il est généreux, c'est à dire qu'il est tourné vers l'avenir et prêt à sacrifier quelque chose de lui-même. Il est pour la paix, bien sûr. Et sa politique, telle qu'il l'a exprimée au Bundestag, et que je l'ai entendue moi-même au Comité d'Action, est : intégration à l'Ouest, entente à l'Est.
- Monsieur Pompidou, Président de la République de France : joue évidemment un rôle très important aujourd'hui. Je ne le connais pas assez pour porter sur lui un jugement. Mais je le juge par ce qu'il a fait

- et son action...son initiative de convoquer à la Haye une conférence au sommet a été capitale. Vous en connaissez les résultats. Nous ne savons pas encore qui de Wilson ou de Heath sera élu en Angleterre.
- Saragat représente, en Italie, la démocratie. Nous ne devons pas oublier son exil du temps du fascisme, ce qui montre sa conviction profonde et l'importance que son rôle peut jouer en Italie.

Avant de terminer, je voudrais dire un mot. Quand j'étais à la *Société des nations*, j'étais en rapports fréquents et confiants avec Benes, qui était alors Président de la Tchécoslovaquie. J'ai, parmi d'autres, fait tout mon possible pour le convaincre qu'il fallait créer une Fédération...du Centre Europe, qu'il devait en prendre l'initiative. Il n'a pas voulu. Il a insisté que la Tchécoslovaquie, nouvellement créée, devait affirmer sa souveraineté et son indépendance. Vous voyez ce qu'il lui est arrivé.

Track 9 : [réglages].

MINI DISC 3

Bande 31/1, 31/2

Track 1, 0'08" : Q : Qu'est ce que vous faites aux Etats Unis entre 1940 et 1941, pendant ces années où la France est complètement démolie, et où vous jouez, je crois, un grand rôle ?

Track 1, 0'22" : JM : En 1940, en août 1940, je n'avais pas voulu me joindre à de Gaulle à Londres, parce que j'ai pensé que l'action pouvait être plus utile aux Etats Unis ; parce qu'il s'agissait de produire des armements que ni la France ni l'Angleterre ne produisaient, et que seule l'Amérique pouvait fournir. Et je croyais que je pouvais être utile à cela. J'ai donc été aux Etats Unis. Le gouvernement anglais m'a nommé membre du Conseil britannique des approvisionnements, c'est-à-dire l'organe officiel qui comprenait tous les fonctionnaires, chefs d'états majors, ambassadeurs, etc...anglais à Washington, organe qui était chargé...qui a approvisionné l'Angleterre pendant la guerre, civils et militaires. C'est cette organisation qui a négocié, traité avec les Etats Unis pour l'affaire du prêt-bail. Alors je me suis convaincu, dans cette fonction, chargé des programmes militaires au Conseil anglais des approvisionnements en provenance d'Amérique, je me suis convaincu que l'Amérique avait une production immense, mais qu'elle n'était pas utilisée à son plein pour la guerre.

Pour cela, il fallait savoir également ce que les Anglais produisaient, donc on a établi, j'ai établi avec le ministère de la Guerre américain, dont Mr Simpson était le ministre à l'époque, un de mes amis Mc Cloy, qui vit encore, nous avons établi avec les services, le bilan de ce qui serait produit en 42-43, sur les bases des mesures qui étaient prises à ce moment. Et il était clair que ces quantités de production n'étaient pas suffisantes. Il n'y avait pas assez d'avions, pas assez de tanks...quand nous avons eu fini ce travail, qu'on l'a laissé à Roosevelt, Roosevelt a dit « Il faut quadrupler. ». Et il a présenté au Parlement, au Sénat américain, quand il a fait sa déclaration sur l'état de l'union au commencement de janvier 42, il a dit « Il faut que l'Amérique produise 50 000 avions, je ne sais combien de tanks, etc...et c'est à ce moment là également qu'il a employé également cette fameuse phrase « l'Amérique deviendra l'arsenal de la démocratie. ». Et c'est ce qui s'est réalisé. La production américaine certainement a pesé d'un poids formidable sur l'Allemagne, mais incidemment, aussi, à armer l'armée française. Sans production américaine, il n'y aurait pas eu d'armée française.

[réglages].

Track 2, 0'12" : JM : reprise de la réponse : en août 1940, je n'ai pas rejoint le Général de Gaulle à Londres, parce que je pensais que je pouvais être plus utile à la guerre de Washington ; car c'est de Washington que devait venir l'armement qui a finalement écrasé les forces nazies. J'ai été à Londres, j'ai été à Washington, le gouvernement anglais m'a nommé membre du British Supply Council, qui approvisionnait l'Angleterre, civile et militaire pendant toute la guerre avec le prêt-bail, etc.....La production américaine était immense, mais elle n'était pas concentrée sur la guerre. Je pensais qu'il était nécessaire que la production américaine et anglaise combinées arrivent à un total qui écrase les forces nazies. Pour cela il fallait une décision. Seul le président pouvait la prendre, c'est-à-dire la transformation de la production civile en production militaire. Pour cela, il fallait savoir ce qu'on allait

produire. Un bilan a été établi de la production anglaise et de la production américaine. Ce bilan a montré que les productions prévues pour 42 et 43 n'étaient pas considérables, ou en tout cas n'étaient pas suffisantes, comparées avec ce que l'on savait de la production allemande. A la vue de ces chiffres, de ce bilan, le président Roosevelt a dit « on va les quadrupler ». ça a été l'objet de son discours sur The States of the Union, au mois de janvier 1942, et la production américaine dans son ensemble, de civile qu'elle était s'est transformée en production militaire. Je crois qu'il y a là un élément fondamental dans la durée de la guerre.

Track 2, 2'13" : Q : Et l'armée française en a bénéficié...

Track 2, 2'15" : JM : L'armée française en a bénéficié, probablement que sans cette production accrue, l'armée française...en tout cas, elle a eu de l'armement américain, et c'est grâce à cet armement américain que nous avons eu une armée française.

Track 3, 0'00" : Q : Une petite question : quand le président des Etats Unis dit aux industriels américains « Nous allons quadrupler la production », les industriels américains obéissent ?

Track 3, 0'11" : JM : Le gouvernement à l'époque, je crois, il y a une résolution, un décret, mais enfin il a suffi que le président des Etats Unis le dise et les producteurs américains l'ont fait.

Track 3, 0'25" : Q : Bien. Si vous voulez, on va venir maintenant à la situation que vous trouvez en 45-46 en France. Vous êtes encore un moment au niveau des approvisionnements de la France, c'est à dire que vous allez aux Etats unis si je me souviens bien, et vous vous occupez de ravitailler les ports français, ce qu'il en reste...

Track 3, 0'47" : JM : Dans l'intervalle, j'avais été à Alger.

Track 3, 0'50" : Q : Oui.

Track 3, 0'51" : JM : J'avais fait partie de ce Comité de libération, et le Général de Gaulle, ayant de débarquer en France, a fait un gouvernement. Je n'en ai pas fait partie, et j'ai été chargé des approvisionnements de la France en provenance des Etats Unis, parce que tous les ports français, comme vous le savez, à ce moment là, étaient bloqués.

Track 3, 1'12" : Q : Mais à quel moment et comment est ce que vous fondez le Plan de modernisation ? pour les Français, c'est à ce moment là qu'ils vont vous connaître.

Track 3, 1'22" : JM : Oui. Mon séjour aux Etats Unis m'avait convaincu, si j'avais besoin d'être convaincu, que la production française était en retard, comparée avec la production américaine ce n'était rien. Ce qui était évident, c'est qu'il fallait améliorer la production française. Il fallait moderniser la production française. Et un jour, en discutant avec le Général de Gaulle, je lui ai dit « Vous parlez de grandeur, mais les Français sont petits parce qu'ils ne produisent pas, et il faut mettre les Français en harmonie avec le reste du monde ; alors ils seront grands, parce que c'est leur nature. » Le Général de Gaulle m'a dit « Mais vous voulez le faire ? » « Faire quoi ? » « Un plan de modernisation. ». J'ai dit « Je veux bien essayer. » Et c'est là alors que le Général de Gaulle, fin 1945, m'a nommé Commissaire général au Plan de modernisation.

Track 3, 2'20" : Q : Comment est ce que vous avez recruté les hommes qui allaient travailler avec vous ?

Track 3, 2'23" : JM : Ah, les hommes qui travaillaient avec moi, travaillaient déjà depuis longtemps. Hirsch, je l'ai connu pour la première fois à Alger pendant que j'étais membre du Comité français de Libération. Marjolin avait travaillé avec moi à Londres, lorsque j'étais président du Comité de coordination des approvisionnements de guerre francoanglais. Uri est venu plus tard, à cette époque également, malgré qu'il n'ait pas travaillé effectivement. Jean Fourastié a été de ceux qui ont aidé au départ du Plan de modernisation. Les hommes recrutés ont été...avaient travaillé avec moi depuis longtemps. Mais tous ceux qui ont été recrutés comme Gaillard et Aicardi et autres, ont tous été recrutés par cooptation.

Track 3, 3'27" : Q : Vous n'avez pas tenu compte tellement des diplômés, ni...

Track 3, 3'30" : JM : Non, non...

Track 3, 3'31" : Q : Pourquoi ?

Track 3, 3'32" : JM : Non, non...parce que les diplômés, en général à mon avis, je vais vous dire...c'est très rare qu'il y ait en même temps diplôme et intelligence. Entre les deux, moi j'aime mieux l'intelligence. Et c'est ce que j'ai recherché.

Track 3, 3'53" : Q : Mais comment vous la détectez ? [réglages].

Track 4, 0'07" : Q : reprise de question : Qu'est ce que vous voulez faire avec le Plan quand vous le fondez ?

Track 4, 0'11" : JM : Ce n'est pas ce que je veux faire, c'est qu'il est évident que la France, la production française avait besoin de se moderniser. Il fallait produire davantage, produire mieux, il fallait transformer les conditions de production française. Et il fallait les transformer pas seulement par suite des destructions, que la guerre avait amenée en France, mais par suite de la carence de production qui s'était produite en France entre les deux guerres. Pendant que l'Allemagne développait ses instruments de production entre les deux guerres, la France ne le faisait pas. On a reconstruit ce qui avait été détruit pendant la guerre de 14, mais on en est resté là. Par conséquent, ce qu'il fallait faire, c'était revoir, refaire le potentiel de production français. Non seulement faire face aux déboires de la guerre, mais pour rattraper ce retard que la France avait pris par rapport au reste du monde au cours de cette période de l'entre deux guerres.

Track 4, 1'20" : Q : Mais vous vous rendiez bien compte qu'il fallait modifier l'état d'esprit des Français ?

Track 4, 1'23" : JM : Oui, mais alors nous avons appliqué une méthode, en fait toujours la même méthode en ce qui me concerne, je l'ai appliquée dans différents problèmes que j'ai pu avoir à traiter, c'est à dire il faut un objectif : et puis il faut que, pour l'atteindre, on ait la coopération de tous. Le gouvernement aurait pu ordonner les choses, mais se seraient-elles produites, je n'en sais rien. Mais si les producteurs, les industriels, les syndicats, tout le monde est convaincu que l'objectif à atteindre est défini en commun, et qu'ils doivent coopérer ensemble, alors là, la situation change. Le Plan, puisqu'il s'agissait d'un Plan, c'est un objectif. L'objectif, c'était, comme nous le disions tout à l'heure, de refaire cette production française, encore fallait-il le faire d'une manière précise. Alors le Commissariat au Plan, avec les hommes que je viens de vous indiquer, prenait cette vue d'ensemble et il disait « Dans les cinq ans, ou dix ans, il faudrait que la France produise : tant. » Parce qu'il y avait une vue d'ensemble sur la situation française. Mais il ne savait pas, le Commissariat au Plan, ce qu'il fallait faire avec précision pour l'industrie sidérurgique, pour l'industrie pétrolière, pour l'automobile, ... Alors nous avons créé ce qu'on appelait des Commissions de modernisation. Ces Commissions de modernisation, étaient composées d'industriels, de syndicats, de fonctionnaires. Alors nous, qui étions au Plan, qui avions cette vue d'ensemble, nous leur disions ce qu'il faut faire pour atteindre cet objectif sidérurgique ou autre. Et alors ces commissions de modernisation réunissaient, comme je vous l'ai dit, les syndicats, les industriels, etc....travaillaient ensemble et discutaient ensemble du programme qui devait être réalisé pour atteindre l'objectif qui leur avait été indiqué.

Track 4, 3'55" : Q : Il y a une chose que je ne comprends pas bien psychologiquement : vous me dites : ces Commissions de modernisation étaient composées de syndicalistes, de fonctionnaires, etc....., mais les patrons qui allaient venir là, c'étaient au fonds un peu les mêmes que ceux qu'il y avait avant guerre, qui, justement, n'avaient pas modernisé la France. D'autre part, le mot Plan était un mot socialiste, dans la mythologie de l'époque, qui venait de la Russie si je puis dire ? les patrons de 1946 ont accepté de venir en face des syndicalistes et de discuter de production avec les syndicalistes ?

Track 4, 4'32" : JM : N'est ce pas, vous touchez là de nombreuses questions. Le rôle des patrons, je me souviens bien, combien de fois j'ai discuté avec eux, a été un rôle de collaboration avec les syndicalistes. Vous savez, quand vous réunissez des hommes d'origines diverses, et leur posez un problème, et les chargez d'y répondre, alors ce ne sont plus les hommes, les mêmes hommes.... ou leur réaction est différente de celle qu'aurait été...qu'ils auraient eue s'ils avaient dû défendre des intérêts. Ils n'étaient pas réunis pour défendre des intérêts, ils étaient réunis pour résoudre

un problème qui leur était commun. Et leur attitude était différente. Ils s'attachaient tous à la solution du problème commun. Et dans une grande mesure...et comme ils étaient des représentants ou représentatifs importants ou de syndicats ou des patrons, leurs conclusions se répandaient dans l'ensemble du pays parmi leurs syndicats, leurs groupes...les Français dans leur ensemble, ou les producteurs, avaient la même vue. Mais on ne la leur imposait pas. Le gouvernement, j'étais représentant du gouvernement à cette époque, leur fournissait ce qu'ils n'avaient pas, c'est-à-dire une vue d'ensemble. Eux fournissaient ce que nous n'avions pas, c'est-à-dire comment l'atteindre. Et cette méthode d'une part a bien convaincu tout le monde qu'il fallait un objectif et aussi qu'il fallait une consultation. Et c'est parce qu'il y a eu cet objectif, cette vue d'ensemble du Plan, cette consultation avec les intéressés ensemble, que le Plan, en France, a réussi. On n'avait pas besoin du Plan russe.

[réglages].

Track 5, 0'14" : Q : reprise de la question : Ces patrons que vous allez réunir avec des syndicalistes, dans les commissions du Plan, ce sont les mêmes, qui, avant guerre, ont été des gens très mous dans les processus de modernisation. Alors, comment avez vous faits pour qu'ils changent à l'époque ?

Track 5, 0'28" : JM : Parce que lorsque vous réunissez des hommes, patrons, syndicats, qu'ils ont le même objectif, poursuivent le même but, ce ne sont plus les mêmes hommes. Un patron ou un syndicaliste, défendant ses intérêts, est une chose : un patron, un syndicaliste, attaché à la réalisation d'un problème commun, c'est autre chose. Et c'est ce qui s'est passé au Plan.

Track 5, 1'00" : Q : Vous n'avez pas eu de difficultés quand même au fond...

Track 5, 1'03" : JM : Si ; tout ce que je vous dit là, ça ne se fait pas tout seul. Et il faut s'en occuper d'une manière constante. Et ceux qui travaillaient avec moi, c'est à dire Hirsch, Marjolin, Uri, etc...étaient occupés une grande partie de leur temps à établir ce contact avec les syndicats, avec les patrons, pour rendre possible l'accord dont je vous parle.

Track 5, 1'32" : Q : Mais quand il y avait des grèves ou quand il y avait des mouvements sociaux, ou que les patrons se raidissaient, qu'est ce que vous faisiez ?

[réglages]

Track 6, 0'07" : JM : N'oubliez pas que nous étions alors à peine cinq ans après la guerre, et que, par conséquent, ce souvenir influençait profondément aussi bien les patrons que les syndicats. Mais cette préoccupation, cette présence de la guerre, je l'ai retrouvée quand nous avons abordé la question du Plan Schuman et la question de l'Europe. Et quand je reviens en arrière, je vois très clairement qu'à ce moment là, au Plan, j'avais touché du doigt la limite des ressources françaises, et en ce qui concerne l'Allemagne, l'organisation de l'Europe, il était clair aussi que nous devions rechercher une solution qui établisse l'égalité entre l'Allemagne et les pays d'Europe, et non pas la domination, comme ça avait été le cas en 1918.

[réglages].

Track 7, 0'10" : JM : J'ai été nommé, par les six gouvernements, président de la Haute Autorité à Luxembourg. Mais je crois qu'il y a un moment très important parce que la Haute Autorité, en fait, c'est la transposition dans la réalité de ce qui, jusqu'alors, n'avait été qu'une idée. Autour de la table se réunissaient à Luxembourg des Belges, des Allemands, Etzel, des Italiens, qui tous avaient été nommés par leur gouvernement, et dont la tâche était d'appliquer le Traité du charbon et de l'acier, et de résoudre en commun et pour la Communauté, des problèmes nationaux. C'était un spectacle assez intéressant, impressionnant je dois dire, que de voir ces gens de toutes les nationalités cherchant en commun la solution du même problème.

Track 7, 1'31" : Q : En quelle langue vous parliez vous au début ?

Track 7, 1'33" : JM : En français. Etzel ne parlait pas français. Alors, au début, tout à fait, c'était en anglais. Et puis, très rapidement, tout le monde s'est mis à parler français, et quand je suis parti, que Mayer a pris ma place, tout le monde parlait français.

Track 7, 1'52" : Q : Tous ces hommes, vous ne les connaissiez pas avant ?

Track 7, 1'55" : JM : Non, aucun.

Track 7, 1'56" : Q : Aucun ?

Track 7, 1'57" : JM : Aucun.

Track 7, 1'58" : Q : Vous les avez vus arriver les uns après les autres à Luxembourg ?

Track 7, 1'59" : JM : Oui. Ils avaient été désignés par leur gouvernement, pas pour représenter leur gouvernement, très important ! mais pour être membre de ce collège nouveau qui avait la responsabilité de la gestion du charbon et de l'acier d'après certaines règles fixées, et il y avait alors cette Haute Autorité, a été comme le commencement de l'Europe en réalité, puisque le Conseil de ministres, le Parlement et la Haute Autorité, dont la Commission de Bruxelles a maintenant pris la place depuis la fusion de toutes ces institutions, représentaient ce commencement d'Europe.

Track 7, 2'49" : Q : C'est-à-dire, en fait, que toutes les institutions du Traité de Rome étaient déjà contenues...

Track 7, 2'54" : JM : Tout le développement européen est contenu dans l'affaire de Luxembourg. Absolument. Y compris un point fondamental, qui est la délégation de souveraineté. Car la Haute Autorité avait reçu mandat de prendre certaines décisions, elle avait le pouvoir de les prendre, les gouvernements avaient délégué à la Haute Autorité leurs pouvoirs sur le charbon, l'acier,...

Track 7,3'27" : Q : Elle avait même un budget...

Track 7, 3'29" : JM : C'est très important ce que vous dites. Non seulement elle a eu un budget, mais elle a prélevé sur la production d'acier un certain pourcentage que j'ai oublié aujourd'hui, mais tous les frais étaient payés par ce prélèvement sur la production commune, allemande, française, ...

Track 7, 3'58" : Q : Mais alors, Monsieur, pourquoi avez vous quitté ce poste ? vous étiez au fond le père de l'Europe à l'époque, tout le monde le reconnaissait...

Track 7, 4'05" : JM : Ah, vous savez, le père de l'Europe...je n'aime pas beaucoup cette appellation, je trouve que ça me vieillit et je n'en ai pas besoin !

Track 7, 4'13" : Q : Eh bien, mettez le fils !

Track 7, 4'15" : JM : Bon, si vous voulez, alors, j'aime mieux ça. N'oubliez pas que nous étions en 19...alors la Haute Autorité a commencé à fonctionner en 1952 ou 51, et nous étions en 1954. C'est-à-dire que l'armée européenne venait d'être défaite au Parlement français. Et par conséquent, on avait l'impression que l'affaire européenne s'arrêtait. D'une part. D'autre part, la Haute Autorité s'occupait du charbon et de l'acier. Moi, je suis convaincu que la création de l'Europe est nécessaire pour résoudre tous nos problèmes. C'est une contribution essentielle à apporter à la civilisation. Et pour cela, je ne pouvais pas rester à Luxembourg, qui s'occupait essentiellement du charbon et de l'acier. L'Europe c'est plus large, nécessairement. Donc, j'ai démissionné pour cette raison, et aussi parce que je pensais qu'il fallait de l'extérieur s'occuper de l'Europe, puisqu'elle était bloquée momentanément par le vote négatif du Parlement français sur l'armée européenne, et que la Haute Autorité avait ses fonctions bien délimitées, qu'elle devait poursuivre, et qu'elle ne pouvait pas dépasser. Donc j'ai démissionné et René Mayer a pris ma place.

Track 7, 5'54" : Q : C'est-à-dire que vous avez pensé en 54, vous qui aviez été un des ministres du gouvernement provisoire à Alger, le Commissaire au Plan, puis le premier président de ce début d'Etats Unis d'Europe, vous avez pensé que, redevenu simple citoyen, vous auriez plus d'autorité pour faire avancer votre rêve européen qu'en ayant un titre officiel ?

Track 7, 6'17" : JM : Le titre officiel apporte avec soi ses limites et si j'étais resté à la Haute Autorité, je devais m'occuper essentiellement et uniquement des choses dont la Haute Autorité était chargée, c'est-à-dire du charbon et de l'acier. Je ne pouvais continuer à exercer une action sur l'Europe, qu'en quittant la Haute Autorité. Et il fallait pour cela que je crée une autorité nouvelle, parce que mon autorité personnelle se serait, à mon avis, très rapidement épuisée. Il fallait une base, il faut aux hommes une base constitutionnelle et cette base je l'ai créée quand j'ai créé le Comité d'action pour les Etats Unis d'Europe, que j'ai créé en 1955, c'est-à-dire quelques mois après être parti de la Haute Autorité.

Track 7, 7'15" : Q : Qui était ce Comité d'action ? c'était un parti ?

Track 7, 7'22" : JM : Non. Ce Comité d'action a été basé sur une notion très simple, mais qui était de réunir la majorité des partis, je ne dis pas des individus, des partis européens des Six, et d'y adjoindre, d'y inclure les syndicats ouvriers non communistes. Pour la première fois se sont rencontrés à Paris au mois de novembre, décembre 1955, des hommes politiques appartenant aux différents pays d'Europe, partis d'Europe, et les syndicats ouvriers. Les syndicats ouvriers et les partis politiques ne se sont réunis dans aucun autre...pas plus d'ailleurs que les syndicats chrétiens et les syndicats socialistes. Alors c'est très important de comprendre que la base, moi je crois que les hommes ont besoin d'institutions, et la base constitutionnelle, institutionnelle je dirais de ce Comité d'action, était ainsi créée, et son objet, c'était de maintenir vivante parmi ces hommes politiques responsables et parfois puissants dans leur pays, l'idée que l'Europe était nécessaire, indispensable, et d'en discuter continuellement avec eux. Même si dans l'immédiat ce qu'ils exprimaient ne pouvait pas être appliqué de suite, par suite de l'opposition de tel ou tel gouvernement.

Track 7, 9'18" : Q : Et vous n'aviez pas le sentiment que chaque gouvernement commençait à jouer son jeu propre à l'époque, d'ici peu le général de Gaulle va arriver au pouvoir, quatre ans plus tard en France...l'Allemagne prend conscience de sa puissance, elle s'éloigne...l'Angleterre se rend compte...va se rendre compte que le Général de Gaulle ne veut pas qu'elle entre en Europe...tout le monde va jouer son propre jeu. Croyez vous qu'en les réunissant vous créez un lien suffisant ?

Track 7, 9'45" : JM : Non, je ne vous dis pas que je crée un lien suffisant...je crois que je crée...,enfin que j'ai créé, et que ce Comité a représenté la continuité de la discussion, et la recherche des solutions sur des problèmes européens, pas par moi, mais par ces hommes politiques, qui chacun dans leur pays jouait un rôle très important. C'est ainsi qu'en Allemagne par exemple, un des fondateurs de ce Comité a été autrefois Monsieur Kiesinger, qui est devenu ensuite président Chancelier. Brandt, Willy Brandt a été membre de ce Comité, depuis dix ans. Monsieur Wehner...

[réglages]

Track 8, 0'15" : Q : Mais ce Comité que vous avez fondé, comment a-t-il agi ?

Track 8, 0'22" : JM : Il a agi d'abord par la forme même de sa constitution. Ce Comité était composé des partis, majorité des partis politiques, pas des individus, mais des partis politiques désignent leurs représentants dans l'Europe des Six. Et, en outre, des syndicats non communistes. Mais ces représentants sont souvent des gens, sont tous des parlementaires, souvent des ministres en exercice et toujours des gens influents dans leur pays. Il faut vous rendre compte que ces partis qui font partie du Comité représentent 65% des voix dans les six pays et 10 millions de travailleurs. Vous comprenez bien qu'une force semblable s'exerce. Par exemple, si vous prenez l'Allemagne, en Allemagne vous avez Brandt, Wehner, Schmidt, mais aussi Kiesinger, Barzel, Birrenbach.

Track 8, 1'56" : Q : Les trois premiers sont socialistes et les trois autres démocrates-chrétiens.

Track 8, 1'59" : JM : Et vous avez les syndicats ouvriers qui représentent 6 millions de travailleurs. Mais ce sont tous des gens qui, dans la politique interne, sont opposés, mais qui, sur ces questions européennes, sont unis. Et jamais nous ne présentons aux discussions du Comité une résolution sans que nous soyons d'accord avec l'ensemble des partis, ou tout au moins que nous soyons arrivés près d'un accord. Et dans chaque pays, ce que je viens de vous décrire pour l'Allemagne existe, c'est-à-dire que les partis opposés peuvent s'opposer sur le plan intérieur et s'unir sur cette question européenne. C'est là un aspect extrêmement important de toute cette affaire et que vous alliez en Hollande ou en Belgique, en Italie, c'est la même chose. C'est ainsi que Nenni fait partie de ce Comité. Saragat en a fait partie, et Malagodi, qui est un libéral, en fait partie. Mais notre rôle, alors à moi et à ceux qui travaillaient avec moi, c'est à dire mon ami Kohnstamm, et Van Helmont, c'est de mettre d'accord avant une réunion ces partis divers qui, naturellement, sur le plan intérieur, sont opposés, mais qui, sur cette affaire d'Europe, se trouvent réunis.

Track 8, 3'33" : Q : Monsieur, c'est quand même là un des grands mystères de Jean Monnet. Comment faites vous ? vous allez les voir ? ils viennent vous voir ? vous leur écrivez ? vous leur téléphonez ? quelle est la méthode ?

Track 8, 3'45" : JM : Le plus tôt le mot mystère sera oublié, le mieux ce sera pour tout le monde, car il n'y a pas de mystère dans cette affaire. Il y a beaucoup de travail et beaucoup de peine je vous assure. Je suis, et mes amis sont en rapport constant, journalier, avec ces différentes personnes, soit Monsieur Brandt, Monsieur Saragat à l'époque, ...c'est constant. Mais nos discussions ne portent que sur une question : l'Europe. C'était dans l'intérêt commun de tous. Jamais nous ne discutons avec eux de questions de politique intérieure, et notre influence dans une grande mesure est due à ce fait de concentration sur un sujet. Et ce que vous appelez mystère, c'est du travail. Du travail et la recherche de solutions de problèmes, et non pas de recherche d'avancement pour nous mêmes.

Track 8, 4'49" : Q : Quand vous proposez un texte de résolution qui va être adopté par ce Comité, c'est vous qui rédigez la première version ?

Track 8, 4'56" : JM : Oui, en général.

Track 8, 4'58" : Q : Ensuite vous l'envoyez, par exemple, aux Allemands ?

Track 8, 5'01" : JM : Quelquefois, c'est un des membres du Comité qui le propose. Alors, partant, ou du texte que j'ai préparé, ou de ce qui est proposé par l'un ou par l'autre, mes amis et moi nous sommes en rapport... nous nous mettons en rapport constant, soit qu'on aille les voir, soit qu'on leur écrive, soit qu'on leur téléphone avec tous les membres de ce Comité. Et nous n'arrivons à une conclusion qu'après que nous avons non seulement discuté avec la personne qui a envoyé le papier, ou qui a fait cette proposition, mais avec tous. C'est-à-dire que tous ces gens qui, dans leur pays, représentent une force politique se trouvent réunis sur un objectif commun par le fait que nous sommes non seulement en contact avec eux, mais que nous répercutons sur les autres ce qui nous est proposé, et de concessions en concessions, ou d'ajustements en ajustements, enfin de discussions en tout cas, nous arrivons à un texte commun sur lequel l'ensemble de ce Comité se met d'accord.

Track 8, 6'13" : Q : Est ce qu'on peut dire que ces textes servent de schéma préparatoire à ce que votent les Parlements ?

Track 8, 6'24" : JM : Voyez vous...

Track 8, 6'26" : Q : Dans le cas du Traité de Rome, je crois qu'en réalité, vous aviez préparé une bonne partie, peut-être sans le savoir, de ce qui va être le traité de Rome...

Track 8, 6'34" : JM : Ah oui, mais le traité de Rome a été négocié. Les gouvernements ont nommé des Comités, des délégations, qui ont négocié le Traité de Rome. Et dans la négociation même du Traité de Rome, je n'ai pas joué de rôle particulier. Spaak et Uri ont joué le rôle principal dans la formulation du Traité ; pas dans l'objectif général à poursuivre, sur lequel nous avons exercé, nous, je crois, une action importante. Mais sur la déclaration même, ça c'est passé comme je vous l'ai dit.

Track 8, 7'16" : Q : Est ce que vous croyez que cette influence de ce groupe qui travaille avec vous a eu un impact sur la décision anglaise de rentrer dans le Comité....

Track 8, 7'29" : JM : Certainement.

Track 8, 7'30" : Q :Les deux partis je crois d'ailleurs ? les deux à la fois.

Track 8, 7'34" : JM : Non...ce groupe, comme vous l'appellez, c'est-à-dire ce Comité qui comprend ces hommes politiques et ces syndicats, a fait la preuve de la détermination de ces pays de poursuivre l'action européenne, et les Anglais n'ont pas pu manquer d'être influencés par cela. Je n'ai pas simplement été dire aux Anglais « Voulez vous entrer dans le Comité ? ». Pas du tout. Ils ont vu que ce Comité, dans lequel, je le répète, des hommes puissants dans leur pays, des hommes puissants qui font partie...ils ont vu que c'était une force réelle. Avant qu'ils rentrent, qu'ils entrent, une résolution du Comité demandant l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté, demandant également qu'il y ait un arrangement de coopération entre l'Europe et la Russie et l'Est pour les questions économiques, cette résolution a été présentée et votée par les Parlements de la Communauté. Alors naturellement...

Track 8, 8'54" : Q : C'est-à-dire que ce texte avait été voté d'abord par le Comité d'action ?

Track 8, 8'57" : JM : Par le Comité.

Track 8, 8'58" : Q : Il avait été voté ensuite par un certain nombre de Parlements de différents pays ?

Track 8, 9'01" : JM : C'est ça.

Track 8, 9'02" : Q : Le Parlement allemand.

Track 8, 9'03" : JM : Le Parlement allemand, italien, hollandais et luxembourgeois.

Track 8, 9'08" : Q : C'est-à-dire que les Anglais voyaient bien que les...

Track 8, 9'11" : JM : ...Que c'était une réalité.

Track 8, 9'12" : Q : ...Qui aboutissait au niveau parlementaire.

Track 8, 9'13" : JM : Qui aboutissait au niveau parlementaire, et représentait une réalité, et que ce Comité composé comme il l'est, représentait la force politique pouvant faire passer devant les Parlements une résolution qui leur serait présentée.

Track 8, 9'31" : Q : Mais est ce qu'il n'y a pas un paradoxe, car vous venez de me citer tous les Parlements qui ont voté les textes, il y en a un qui manque.

Track 8, 9'39" : JM : Oui.

Track 8, 9'40" : Q : C'est le français.

Track 8, 9'40" : Q : C'est sûr.

Track 8, 9'41" : Q : Et c'est vous qui dirigez pourtant ce Comité au nom des Six ?

Track 8, 9'43" : JM : Eh bien oui.

Track 8, 9'45" : Q : Alors on est au fond d'un des problèmes là ?

Track 8, 9'48" : JM : Non. La France a pris l'initiative de toute cette affaire. Si vous revenez à 1950, le rôle de Monsieur Schuman, de moi-même, de Hirsch, Uri, enfin du groupe français qui a pris l'initiative de la proposition

appelée Proposition Schuman, a exercé sur la transformation de l'Europe une action très grande pendant plusieurs années. Cette action en partie s'est arrêtée au moment de l'armée européenne, qui avait échoué. Elle a été reprise...

[réglages].

Track 9, 0'05" : Q : reprise de la question : Est ce qu'il n'y a pas un paradoxe dans tout cela ? en réalité, vous venez de citer les Parlements qui ont ratifié les projets faits par votre Comité d'action, il y a les Parlements des cinq autres pays, mais il n'y a pas le Parlement français. Alors comment expliquez-vous que ces cinq pays qui sont méfiants vis-à-vis de la France, qui ne croient plus tellement à sa ferveur européenne, vous fassent confiance à vous qui êtes français, européen, pour au fond mener le jeu européen ?

Track 9, 0'39" : JM : Ah, je ris parce que c'est une question qui ne m'est jamais venue à l'esprit. Il m'a semblé toujours très naturel que je m'efforce de convaincre ceux qui voulaient bien m'entendre de la nécessité de faire l'Europe, que c'était dans l'intérêt général et dans l'intérêt de chacun. Par conséquent, la question que vous me posez ne m'est jamais venue à l'esprit. Toutefois, vous voulez que j'y réponde, je vais m'efforcer...n'oubliez pas que le départ de toute cette affaire européenne a été en 1950, quand le Plan Schuman a été mis en route, tout le monde l'a su, savait...quel rôle essentiel s'est joué dans cette affaire, que l'initiative première était venue de moi. Alors...et ils ont vu tous ces pays qu'indépendamment d'une vue purement nationale, je menais les affaires à la Haute Autorité et dans la négociation qui a abouti au Traité Schuman, en me préoccupant de la vue d'ensemble beaucoup plus que de la vue purement nationale, convaincu que je suis que c'est en traitant la question d'ensemble que le point de vue national peut avoir satisfaction. En outre, ils me font confiance et ils me font confiance parce qu'ils m'ont vu agir. Et j'ai continué à agir et cette confiance s'est maintenue.

Track 9, 2'32" : Q : Pourquoi ?

Track 9, 2'33" : JM : Parce que j'ai fait toujours la même chose et je dis toujours la même chose : il n'y a pas de différence entre...

Track 9, 2'39" : Q : Vous m'avez dit des fois que c'est parce que vous n'aviez pas d'ambition.

Track 9, 2'42" : JM : C'est aussi un élément très important, c'est que je ne suis le concurrent de personne. Il y a ce Comité qui est une force politique. Je ne cherche pas, auprès de qui que ce soit, d'avoir un avantage quelconque pour moi-même. J'essaie de les convaincre, moi et mes collaborateurs, le mieux que nous pouvons, souvent nous réussissons, mais je ne demande rien du tout. En fait, dans la mesure où l'on peut penser que c'est apporter quelque chose, j'apporte grâce au fonctionnement de ce Comité, aux délibérations...j'apporte une aide sans rien demander. Le jour où je demanderai quelque chose, je suis concurrent, mon autorité n'existe plus.

Track 9, 3'27" : Q : Mais vous n'avez pas l'impression que du côté français, en réalité, vous avez toujours senti que l'opinion publique était au fond assez d'accord avec vous comme l'ont prouvé les derniers sondages ?

Track 9, 3'41" : JM : Vous savez, je suis profondément convaincu, comme je vous le dis depuis le début, que l'organisation de l'Europe est nécessaire à chacun de nos pays, et certainement cette conviction a été soutenue chez moi par l'opinion publique, les gens qui se sont graduellement convaincus que l'Europe était nécessaire à la solution des difficultés de la France, et par conséquent, le climat dans lequel je m'efforcerais d'agir était naturellement modifié à mesure que l'opinion publique se prononçait en faveur, comme elle l'a fait d'ailleurs dans les récents sondages, en faveur d'une organisation de l'Europe. C'est capital.

Track 9, 4'32" : Q : S'il y avait demain matin une élection pour le président des Etats Unis d'Europe, vous seriez candidat ?

Track 9, 4'37" : JM : Non, pas du tout. Jamais.

Track 9, 4'39" : Q : Pourquoi ?

Track 9, 4'40" : JM : D'abord, je ne suis plus assez jeune pour être président des Etats Unis d'Europe...il faut pouvoir être vital 24 heures sur 24, n'est ce pas, alors...je ne vous dis pas que je ne suis pas vital, mais pas 24 heures sur 24. Non, non. Il n'est pas question. Et puis ça n'est pas ni dans mon caractère, ni dans...je ne serais pas candidat. Certainement. Et je serais très heureux que cela puisse advenir, et que quelqu'un le soit.

Track 9, 5'08" : Q : Et vous croyez que cela va venir ?

Track 9, 5'10" : JM : Je le crois. Je le crois parce que, pour ma part, je ne vois pas d'autre solution aux problèmes qui se présentent à nous, que ce soient...je ne vois pas comment un pays isolé, séparé des autres, peut augmenter le niveau de vie de ses citoyens, sans avoir une production suffisante, et sans pouvoir développer les industries modernes, sans suivre le progrès dû à la science. Ça n'est pas possible, simplement à l'intérieur de nos frontières. Il nous faut, à mon avis, un espace beaucoup plus large que seuls les Etats Unis d'Europe, appelons les comme ça, peuvent donner. Non seulement ça, mais je pense que nos pays, la France, l'Angleterre, ...ont dans le passé exercé sur les affaires du monde une influence, et en ce moment une influence pacifique, reconnue et acceptée par ceux qui aujourd'hui dirigent la politique du monde, et nécessaire. L'Europe peut le faire. Individuellement, les pays ne le peuvent pas.

D'autre part, je pense que les hommes même, pas seulement les pays, mais les hommes ont besoin pour se développer d'être à l'unisson du monde dans lequel ils vivent. Il faut une certaine harmonie, ou alors vous devenez un pays, je n'ose pas employer le terme, mais enfin certainement un pays secondaire, puisque tous les bénéfices de cette civilisation, vous les obtenez des autres. Ça n'est pas conforme au passé, au tempérament des Français, des Anglais, des Allemands...il faut contribuer, pour contribuer il faut participer en harmonie avec les autres.

Et puis je dirais enfin que les hommes d'Europe ont connu la haine les uns des autres, cette organisation européenne graduellement élimine la domination de l'un ou de l'autre puisque leurs problèmes sont réglés en commun, selon des règles et des institutions communes. Alors, pour toutes ces raisons, je crois qu'il n'y a pas le choix ; on est retardé pour une question de technique, une conception politique de l'un ou de l'autre, mais il n'est pas possible d'aller autrement que dans cette voie. Ou alors nous deviendrons des pays d'ordre secondaire, puisque nous vivons des autres et que nous ne leur apporterons pas de contributions.

Thèmes :

- Allemagne :
- Point de vue de Jean Monnet
- Point de vue de Konrad Adenauer
- British Supply Council
- C.E.C.A. : Haute Autorité
- C.E.D. : conséquences de son échec sur la construction européenne
- Comité d'action pour les Etats Unis d'Europe
- Comité de Libération Nationale (Alger)
- Crise de 1929 :
- Causes
- Conséquences sur le système capitaliste
- Deuxième Guerre Mondiale : organisation et répartition des approvisionnements
- Etats Unis :
- Position dans le monde en 1918
- Production de matériel militaire en 1940
- Europe : présidence
- Europe et Allemagne : règlement de la question allemande
- Europe et Grande Bretagne :
- Entrée dans le Marché commun
- Importance des institutions
- France :
- Position dans le monde en 1918

- Production industrielle en 1945
- Grande Bretagne :
- position dans le monde en 1918
- entrée dans la Communauté européenne
- Guerre froide : influence sur la construction européenne
- Jean Monnet : Réputation
- Paix, organisation
- Plan de modernisation
- Plan Schuman :
- Processus d'élaboration
- Réaction du patronat français
- Première Guerre Mondiale : organisation et répartition des approvisionnements
- Proposition Churchill
- Société Des Nations :
- Rôle
- Fonctionnement
- Echec
- Supra nationalité
- Traité de Rome
- Union francoanglaise

Personnalités

- ADENAUER, Konrad
- AICARDI, Maurice
- BALFOUR, Lord Arthur
- BARZEL, Rainer
- BENES, Eduard
- BIDAULT, Georges
- BIRRENBACH, Kurt
- BOURGEOIS, Léon
- BRANDT, Willy
- BRUNING, Heinrich
- CHAMBERLAIN, Neville
- CHURCHILL, Sir Winston
- CLAPPIER, Bernard
- CLEMENCEAU, Georges
- COMERT, Pierre
- CORBIN, Charles
- DALADIER, Edouard
- DULLES, John Foster
- ETZEL, Franz
- FOURASTIE, Jean
- GAILLARD, Félix
- GAULLE, Charles de
- HEATH, Edward
- HIRSCH, Robert
- HITLER, Adolf
- HOOVER, Herbert
- JACQUIN, Colonel
- KENNEDY, John Fitzgerald
- KIESINGER, Kurt
- KOHNSTAMM, Max

- LAURENT, Jean
- LOUCHEUR, Louis
- MACCLOY, John Jay
- MALAGODI, Giovanni
- MANTOUX, Paul
- MARJOLIN, Robert
- MAUCLAIR
- MAYER, René
- MILLERAND, Etienne
- MORTON, Desmond
- MURNAME, George
- NENNI, Pietro
- PETAIN, Maréchal Philippe
- PLEVEN, René
- POMPIDOU, Georges
- REYNAUD, Paul
- ROOSEVELT, Franklin Delano
- ROY, Henri
- SARAGAT, Giuseppe
- SCHMIDT, Helmut
- SCHUMAN, Robert
- SIMPSON, Milward Lee
- SPAAK, Paul-Henri
- SPEARS, Général Sir Edward
- URI, Pierre
- VAN HELMONT, Jacques
- VANSITTART, Sir Robert
- VIVIANI, René
- WEHNER, Herbert
- WILSON, Harold
- WILSON, Thomas Woodrow